

# Compagnie Financière d'Orange Bank (CFOB)

## INFORMATIONS RELATIVES

### AU PILIER 3

(Huitième partie du règlement 575/2013 UE)

### EXERCICE 2018

#### GESTION DES RISQUES

*Stratégie de gestion du risque*

*Évaluation des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de crédit*

*Modalités de contrôle*

*Niveau de capital interne et simulations de crise*

#### CHAMP D'APPLICATION

#### COMPOSITION DES FONDS PROPRES

*Fonds propres de catégorie 1*

*Filtres prudentiels*

*Autres ajustements réglementaires*

*Fonds propres de catégorie 2*

*Rapprochement des fonds propres comptables / fonds propres prudentiels*

*Informations qualitatives sur les instruments de fonds propres*

*Informations quantitatives sur les instruments de fonds propres*

#### RATIOS DE SOLVABILITE

#### RISQUE DE CREDIT

*Expositions par catégorie et méthode*

*Expositions par pays de résidence de la contrepartie*

*Expositions par famille de contreparties*

*Expositions par échéance résiduelle*

*Exposition nettes sur les monnaies étrangères*

*Recours aux organismes externes d'évaluation de crédit (O.E.E.C.)*

#### RISQUE DE CONCENTRATION

*Engagement les plus élevés*

*Répartition des engagements par secteur*

*Dispositif de limites d'exposition par zone géographique*

#### TITRISATION ET ACTIONS (TITRES À REVENUS VARIABLES)

#### RISQUE DE CREDIT DE CONTREPARTIE

*Dispositif de sélection des opérations*

*Éléments d'analyse de l'évolution des marges*

*Définition des limites*

*L'atténuation du risque de crédit*

*Surveillance et maîtrise des risques de crédit*

*Déclassement et provisionnement des créances douteuses et provisions sur encours sains dégradés*

*Risque de concentration*

*Répartition des engagements par secteur*

*Dispositif de limites d'exposition par zone géographique*

## **RISQUE OPERATIONNEL**

*Identification et évaluation du risque opérationnel*

*Dispositif de collecte des incidents*

*Programme d'assurance*

*Plan de continuité d'activité*

## **RISQUE DE LEVIER**

### **RISQUE DE TAUX DU PORTEFEUILLE BANCAIRE**

*Risques de marché*

*Fixation des limites*

*Risque de taux d'intérêt*

*Risque d'intermédiation*

*Risque de règlement*

*Risque de liquidité*

## **INFORMATIONS SUR LES ACTIFS GREVES ET NON GREVES**

### **LCR**

### **REMUNERATIONS**

## GESTION DES RISQUES

### *Stratégie de gestion du risque*

Les activités de Orange Bank l'exposent à l'ensemble des risques définis par l'arrêté du 3 novembre 2014 relatif au contrôle interne des entreprises du secteur de la Banque, des services de paiement et des services d'investissement soumises au contrôle de l'ACPR :

- Risque de crédit : risque de perte encouru en cas de défaillance d'une contrepartie ou de contreparties considérées comme un même bénéficiaire ;
- Risque de marché : risque de perte dû aux variations de prix des produits de marché ;
- Risque opérationnel : risque résultant d'une inadaptation ou d'une défaillance imputable à des procédures, personnels et systèmes internes ou à des événements extérieurs y compris d'événements de faible probabilité d'occurrence mais à fort risque de perte. Le risque opérationnel inclut les risques de fraude interne et externe ;
- Risque de taux : risque encouru en cas de variation des taux d'intérêt du fait de l'ensemble des opérations de bilan et de hors-bilan, à l'exception, le cas échéant, des opérations soumises aux risques de marché ;
- Risque de liquidité : risque pour l'entreprise assujettie de ne pas pouvoir faire face à ses engagements ou de ne pas pouvoir dénouer ou compenser une position en raison de la situation du marché ;
- Risque d'intermédiation sur les prestataires de service d'investissement : risque de défaillance d'un donneur d'ordres ou d'une contrepartie à l'occasion d'une transaction sur instruments financiers dans laquelle l'entreprise assujettie apporte sa garantie de bonne fin.

Par ailleurs, le Conseil d'Administration a validé la mise en place dans la gouvernance les instances exécutives suivantes participant à la maîtrise des risques :

- Comité de direction
- Comité des risques et des contrôles
- Comité des systèmes d'information
- Comités de crédits
- Comité des engagements sensibles et provisions
- Comité ALM, taux, risque de marché
- Comité nouveaux produits nouvelles activités

Parmi les comités opérationnels, concourent notamment à la maîtrise des risques les comités suivants :

- Comité de trésorerie
- Comité Efficacité et Sécurité Opérationnelle
- Comité sécurité SI

La taille de la Banque et son profil de risque modéré ont conduit au choix des méthodes standards s'agissant de l'application du règlement UE 575/2013 du Parlement européen et du conseil.

Orange Bank n'intervient pas sur des produits complexes. Pour les opérations de marché, la stratégie définit, d'une part, les limites mises en œuvre et contrôlées et, d'autre part, la qualité des signatures autorisées. Par ailleurs, la Banque a défini et teste régulièrement son dispositif de continuité d'activité. Elle a mené une action aussi complète que possible d'identification et de cotation de ses risques opérationnels, dont elle suit également les occurrences.

Globalement, la politique de risque de Orange Bank s'inscrit dans les choix stratégiques de développement de ses actionnaires et de leur appétence aux risques. Dans le respect de la réglementation, et notamment des titres IV et V de l'arrêté du 3 novembre 2014, le Comité

exécutif de la Banque fixe, sur proposition de la direction des risques, la politique de risque de l'établissement notamment en matière de sélection des clients et des risques, de modalités et de règles d'octroi des crédits et de schéma délégataire.

La direction des risques procède, par ailleurs, à l'analyse et à la surveillance des risques, effectue les contrôles nécessaires et les reportings dans plusieurs comités : Comité des crédits, Comité des risques et des contrôles, Comité ALM, taux clients et risques de marché et Comité de direction.

Elle préconise les ajustements de politique en fonction de son appréhension de l'ensemble des risques de la Banque et de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire

### ***Évaluation des fonds propres nécessaires pour couvrir le risque de crédit***

Dans le cadre du Pilier 2, Orange Bank a adopté historiquement une approche d'appréhension de ses risques adaptée à son modèle d'activité (gouvernance, fixation de limites, ...) dans le cadre de la méthode standard en ce qui concerne l'exigence en capital au titre du règlement UE 575/2013 du Parlement européen et du conseil.

Il a été estimé, en cohérence avec les dispositions réglementaires, que les calculs réglementaires étaient ainsi une bonne estimation, voire un majorant, quant au besoin de fonds propres à mettre en face des risques de la Banque, sachant que, d'une part, les organes exécutifs et délibérants ont fixé un ratio de solvabilité minimum sur base consolidée de 11,75 % sur CET1 et que, d'autre part, la Banque adopte une politique prudente en matière de provisionnement, et a notamment mis en place en 2011 un provisionnement collectif sur une partie des encours sains. Les fonds propres de référence pour le calcul du ratio comprendront les fonds propres de catégorie 1 et 2.

L'allocation des fonds propres de la Banque, fondée sur la consommation réglementaire, est ainsi déterminée en fonction des perspectives de développement des activités dans le cadre de la planification stratégique opérationnelle, établie par Orange Bank et mise à jour annuellement.

Après prise en compte de la consommation réglementaire prévisionnelle au titre des activités de crédit et au titre du risque opérationnel généré par l'ensemble des activités, Orange Bank alloue une partie des fonds propres résiduels aux activités de marché.

Le directeur de la trésorerie et des marchés de capitaux est responsable de la répartition de cet équivalent risque entre les différents portefeuilles - investissement, placement, négociation - suivant les règles de pondération standard définies par le règlement n°575/2013 du Parlement européen et du conseil du 26 juin 2013, dans le respect des limites accordées et avec les restrictions suivantes : les contreparties bancaires et États souverains doivent être notés à minima BBB et les Corporates doivent être notés à minima BBB-.

Les facteurs réducteurs de risques sont, soit des nantissements de titres d'États européens en garantie de découvert des entreprises du Groupe, soit des garanties bancaires. Orange Bank ne pratique pas la compensation.

### ***Modalités de contrôle***

Régulièrement, les encours pondérés sont calculés et communiqués au Comité ALM, des taux clients et des risques de marché, et au Comité de direction. Si les besoins sont supérieurs à l'allocation prévisionnelle définie, le Comité de direction revoit l'allocation en fonction des encours déjà existants des autres métiers.

### ***Niveau de capital interne et simulations de crise***

Des scénarios de crise sont simulés périodiquement dans les différentes catégories de risque : opérationnel, crédit, liquidité, taux, marché. Les résultats sont présentés en Comité des risques et des contrôles pour les risques opérationnels, en Comité des crédits pour les risques de crédit et en Comité ALM, des taux clients et des risques de marché pour les risques de marché, liquidité et taux. L'ensemble de ces scénarios est repris dans le tableau de bord des risques

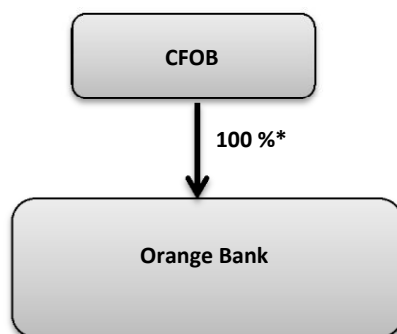
financiers présenté au Comité exécutif, dans des comités spécialisés et au Comité d'audit des risques et des rémunérations.

## CHAMP D'APPLICATION

En application des dispositions du règlement UE n°575/2013 du Parlement européen et du Conseil relatif aux exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, les périmètres comptable et prudentiel se composent des mêmes entités avec la même méthode de consolidation.

La composition du périmètre de consolidation prudentielle et comptable du groupe Compagnie Financière d'Orange Bank au 31 décembre 2018 se présente comme suit :

### Organigramme financier



\*Orange Participations détient une action

#### **Compagnie financière d'Orange bank :**

Société anonyme non cotée constituée le 23 mars 2016.

Registre du Commerce et de l'industrie : 819 398 660 PARIS.

Objet social : À titre principal, la détention d'Orange Bank ainsi que toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières.

#### **Orange bank :**

Société anonyme non cotée constituée le 24 juin 1926.

Registre du Commerce et de l'industrie : 572 043 800 RCS Bobigny.

Objet social : À titre principal, la détention d'Orange Bank ainsi que toutes opérations financières, commerciales, industrielles, mobilières et immobilières.

**Nota :** En application de la réglementation Compagnie Financière d'Orange Bank et Orange Bank forme un ensemble consolidé dont le bilan d'ouverture est le 4 octobre 2016 et la première clôture le 31 décembre 2016.

## COMPOSITION DES FONDS PROPRES

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014, les fonds propres prudentiels sont déterminés conformément à la partie II du règlement UE n°575/2013 du parlement européen et du conseil concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement, complété par des normes techniques (règlements délégués et d'exécution de la Commission Européenne).

Les fonds propres sont constitués par la somme :

- des fonds propres de catégorie 1, comprenant les fonds propres de base de catégorie 1 (Common Equity Tier 1 Capital - CET1) nets de déductions et les fonds propres additionnels de catégorie 1 (Additional Tier One Capital - AT1) nets de déductions ;
- des fonds propres de catégorie 2 (Tier 2 Capital – T2) nets de déductions.

Le règlement européen prévoit une période transitoire de mise en conformité des établissements de crédit. À ce titre, certains éléments de fonds propres bénéficient de clauses transitoires.

Orange Bank n'a pas de fonds propres additionnels de catégorie 1.

### **Fonds propres de catégorie 1**

Les fonds propres de base de catégorie 1 correspondent aux instruments de capital social et aux primes d'émission associées, aux réserves (dont celles sur les autres éléments du résultat global accumulés), aux résultats non distribués. Il est exigé une totale flexibilité des paiements et les instruments doivent être perpétuels.

Les fonds propres additionnels de catégorie 1 correspondent aux instruments de dette perpétuelle, dégagés de toute incitation ou obligation de remboursement (en particulier les sauts dans la rémunération).

Les fonds propres sont déterminés à partir des capitaux propres comptables du Groupe, calculés sur le périmètre prudentiel, après application des « filtres prudentiels » et d'un certain nombre d'ajustements réglementaires (cf. tableau ci-dessous sur le rapprochement des fonds propres comptables et prudentiels).

### **Filtres prudentiels :**

Sans objet

### **Autres ajustements réglementaires :**

Les autres ajustements en CET1 concernent principalement :

- l'anticipation de la distribution des dividendes ;
- la déduction des écarts d'acquisition et des autres actifs incorporels ;
- les ajustements de valeur dus aux exigences d'évaluation prudente ;
- les impôts différés actif dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporaires nets des passifs d'impôts associés ;
- les pertes et les gains en juste valeur des instruments dérivés au passif du bilan de l'établissement et qui sont liés à l'évolution de la qualité de crédit de l'établissement, compte tenu du caractère non significatif des montants, ceux-ci ne sont pas comptabilisés et donc ne donnent pas lieu à retraitement.

### **Fonds propres de catégorie 2**

Les fonds propres de catégorie 2 correspondent aux instruments de dette subordonnée d'une durée minimale de 5 ans. Les incitations au remboursement anticipé sont interdites.

Le montant des « fonds propres éligibles » s'avère plus restreint. Cette notion est utilisée pour le calcul des seuils des grands risques et des participations non financières pondérées à 1250%, il s'agit de la somme :

- des fonds propres de catégorie 1 ;
- des fonds propres de catégorie 2, plafonnés à 1/3 des fonds propres de catégorie 1

## Rapprochement des fonds propres comptables / fonds propres prudentiels

|                                                                     | 2018*<br>Déclaré | 2018**         |
|---------------------------------------------------------------------|------------------|----------------|
| (En milliers d'euros)                                               |                  |                |
| Capital et prime d'émission                                         | 525 313          | 525 313        |
| Réserves consolidées                                                | -17 952          | -20 166        |
| Gain et pertes comptabilisés directement en capitaux propres        | -9 660           | -4 930         |
| Résultat non distribué                                              | -167 590         | -170 726       |
| <b>Sous Total</b>                                                   | <b>330 111</b>   | <b>329 491</b> |
| Survaleur<br>autres immobilisations incorporelles                   | -84 092          | -84 091        |
| Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs                |                  |                |
| <b>Sous total</b>                                                   | <b>246 019</b>   | <b>245 400</b> |
| Corrections de valeur découlant des exigences d'évaluation prudente | -1 152           | -1 151         |
| Reclassement des pertes & profits non réalisées sur titres AFS      |                  |                |
| Retraitement des Impôts Différés dépendant de bénéfices futurs      |                  |                |
| <b>fonds propres de base de Catégorie 1</b>                         | <b>244 867</b>   | <b>244 249</b> |
| <b>Fonds propres additionnels de Catégorie 1</b>                    | <b>0</b>         | <b>0</b>       |
| TSDI                                                                | 27 785           | 27 785         |
| <b>fonds propres de catégorie 2</b>                                 | <b>27 785</b>    | <b>27 785</b>  |
| <b>Fonds propres réglementaires Total</b>                           | <b>272 652</b>   | <b>272 034</b> |

\* sur la base des comptes du 31 décembre 2018 au 10 Février 2019.

\*\* Comptes arrêtés par le conseil d'administration du 27 mars 2019

### Informations qualitatives sur les instruments de fonds propres

**Les fonds propres de catégorie 1** n'incluent que des instruments de capital ne présentant aucun particularisme financier ou juridique. Les primes d'émission proviennent des opérations d'augmentation de capital.

**Les fonds propres de catégorie 2** sont représentés par un Titre subordonnée émis le 4 octobre 2016 et souscrit par Orange SA en remplacement d'un TSDI de même montant émis en 1997. La notice d'émission respecte les conditions de l'article 63 du règlement EU 575/2013 du Parlement Européen et du conseil quant à son éligibilité aux fonds propres de catégorie 2. Ce titre est soumis à l'article 77 du même règlement pour les conditions de remboursement et l'autorisation préalable de l'autorité de tutelle.



## Informations quantitatives sur les instruments de fonds propres

| Ligne | ID            | Poste                                                                                                                                                       | Code poste VIVEO | Montant          |
|-------|---------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------|------------------|
|       |               |                                                                                                                                                             |                  | 010<br>Viveo(01) |
| 010   | 1             | <b>FONDS PROPRES</b>                                                                                                                                        | 010              | 272 652 827.19   |
| 015   | 1.1           | <b>FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 1</b>                                                                                                                         | 015              | 244 867 389.19   |
| 020   | 1.1.1         | <b>FONDS PROPRES DE BASE DE CATÉGORIE 1 (CET1)</b>                                                                                                          | 020              | 244 867 389.19   |
| 030   | 1.1.1.1       | <b>Instruments de capital éligibles en tant que fonds propres CET1</b>                                                                                      | 030              | 525 313 286.00   |
| 040   | 1.1.1.1.1     | Instruments de capital versés                                                                                                                               | 040              | 351 400 000.00   |
| 045   | 1.1.1.1.1*    | Dont : Instruments de capital souscrits auprès des autorités publics en situation d'urgence                                                                 | 045              |                  |
| 050   | 1.1.1.1.2*    | Pour mémoire : Instruments de capital non éligibles                                                                                                         | 050              |                  |
| 060   | 1.1.1.1.3     | Prime d'émission                                                                                                                                            | 060              | 173 913 286.00   |
| 070   | 1.1.1.1.4     | (-) Instruments de fonds propres CET1                                                                                                                       | 070              |                  |
| 080   | 1.1.1.1.4.1   | (-) Détentions directes d'instruments CET1                                                                                                                  | 080              |                  |
| 090   | 1.1.1.1.4.2   | (-) Détentions indirectes d'instruments CET1                                                                                                                | 090              |                  |
| 091   | 1.1.1.1.4.3   | (-) Détentions synthétiques d'instruments CET1                                                                                                              | 091              |                  |
| 092   | 1.1.1.1.5     | (-) Obligations réelles ou éventuelles d'acquiescer des instruments de fonds propres CET1                                                                   | 092              |                  |
| 130   | 1.1.1.2       | <b>Résultats non distribués</b>                                                                                                                             | 130              | -185 542 633.00  |
| 140   | 1.1.1.2.1     | Résultats non distribués des exercices précédents                                                                                                           | 140              | -17 952 414.00   |
| 150   | 1.1.1.2.2     | Profits ou pertes éligibles                                                                                                                                 | 150              | -167 590 219.00  |
| 160   | 1.1.1.2.2.1   | Profits ou pertes attribuables aux propriétaires de la société mère                                                                                         | 160              | -167 590 219.00  |
| 16A   | 1.1.1.2.2.1.a | Résultat bénéficiaire                                                                                                                                       | 16A              |                  |
| 16B   | 1.1.1.2.2.1.b | (-) Résultat déficitaire de l'exercice                                                                                                                      | 16B              | -167 590 219.00  |
| 16C   | 1.1.1.2.2.1.c | (-) Excédent des charges sur les produits                                                                                                                   | 16C              |                  |
| 170   | 1.1.1.2.2.2   | (-) Part du bénéfice intermédiaire ou de fin d'exercice non éligible                                                                                        | 170              |                  |
| 180   | 1.1.1.3       | <b>Autres éléments du résultat global accumulés</b>                                                                                                         | 180              | -9 660 249.00    |
| 200   | 1.1.1.4       | <b>Autres réserves</b>                                                                                                                                      | 200              |                  |
| 210   | 1.1.1.5       | <b>Fonds pour risques bancaires généraux</b>                                                                                                                | 210              |                  |
| 220   | 1.1.1.6       | <b>Ajustements transitoires relatifs aux instruments de fonds propres CET1 bénéficiant d'une clause d'antériorité</b>                                       | 220              |                  |
| 230   | 1.1.1.7       | <b>Intérêts minoritaires pris en compte dans les fonds propres CET1</b>                                                                                     | 230              |                  |
| 240   | 1.1.1.8       | <b>Ajustements transitoires découlant d'intérêts minoritaires supplémentaires</b>                                                                           | 240              |                  |
| 250   | 1.1.1.9       | <b>Ajustements des CET1 découlant de filtres prudentiels</b>                                                                                                | 250              | -1 151 572.81    |
| 260   | 1.1.1.9.1     | (-) Augmentations de la valeur des capitaux propres résultant d'actifs titrisés                                                                             | 260              |                  |
| 270   | 1.1.1.9.2     | Réserve de couverture de flux de trésorerie                                                                                                                 | 270              |                  |
| 280   | 1.1.1.9.3     | Profits et pertes cumulatifs attribuables aux variations du risque de crédit propre pour les passifs évalués à la juste valeur                              | 280              |                  |
| 285   | 1.1.1.9.4     | Profits et pertes en juste valeur résultant du propre risque de crédit de l'établissement lié aux instruments dérivés au passif                             | 285              |                  |
| 290   | 1.1.1.9.5     | (-) Corrections de valeur découlant des exigences d'évaluation prudente                                                                                     | 290              | -1 151 572.81    |
| 300   | 1.1.1.10      | <b>(-) Goodwill</b>                                                                                                                                         | 300              |                  |
| 310   | 1.1.1.10.1    | (-) Goodwill pris en compte en tant qu'immobilisation incorporelle                                                                                          | 310              |                  |
| 320   | 1.1.1.10.2    | (-) Goodwill inclus dans l'évaluation des investissements importants                                                                                        | 320              |                  |
| 330   | 1.1.1.10.3    | Passifs d'impôt différé associés au goodwill                                                                                                                | 330              |                  |
| 340   | 1.1.1.11      | <b>(-) Autres immobilisations incorporelles</b>                                                                                                             | 340              | -84 091 442.00   |
| 350   | 1.1.1.11.1    | (-) Autres immobilisations incorporelles avant déduction des passifs d'impôt différé                                                                        | 350              | -84 091 442.00   |
| 360   | 1.1.1.11.2    | Passifs d'impôt différé associés aux autres immobilisations incorporelles                                                                                   | 360              |                  |
| 370   | 1.1.1.12      | <b>(-) Actifs d'impôt différé dépendant de bénéfices futurs et ne résultant pas de différences temporelles après déduction des passifs d'impôt associés</b> | 370              |                  |



|     |                    |                                                                                                                                                                                                                                      |     |                |
|-----|--------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|----------------|
| 380 | <b>1.1.1.13</b>    | <b>(-) Insuffisance des ajustements pour risque de crédit par rapport aux pertes anticipées selon l'approche NI</b>                                                                                                                  | 380 |                |
| 390 | <b>1.1.1.14</b>    | <b>(-) Actifs du fonds de pension à prestations définies</b>                                                                                                                                                                         | 390 |                |
| 400 | 1.1.1.14.1         | (-) Montant brut des actifs de fonds de pension à prestations définies                                                                                                                                                               | 400 |                |
| 410 | 1.1.1.14.2         | Passifs d'impôt différé associés aux actifs du fonds de pension à prestations définies                                                                                                                                               | 410 |                |
| 420 | 1.1.1.14.3         | Actifs du fonds de pension à prestations définies dont l'établissement peut disposer sans contrainte                                                                                                                                 | 420 |                |
| 430 | <b>1.1.1.15</b>    | <b>(-) Détenions croisées de fonds propres CET1</b>                                                                                                                                                                                  | 430 |                |
| 440 | <b>1.1.1.16</b>    | <b>(-) Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1</b>                                                                                                                                                            | 440 |                |
| 450 | <b>1.1.1.17</b>    | <b>(-) Participations qualifiées hors du secteur financier qui peuvent subsidiairement être soumises à une pondération de risque de 1250 %</b>                                                                                       | 450 |                |
| 460 | <b>1.1.1.18</b>    | <b>(-) Positions de titrisation qui peuvent subsidiairement être soumises à une pondération de risque de 1250 %</b>                                                                                                                  | 460 |                |
| 470 | <b>1.1.1.19</b>    | <b>(-) Positions de négociation non dénouées qui peuvent subsidiairement être soumises à une pondération de risque de 1250 %</b>                                                                                                     | 470 |                |
| 471 | <b>1.1.1.20</b>    | <b>(-) Positions d'un panier pour lesquelles un établissement n'est pas en mesure de déterminer la pondération de risque selon l'approche NI, et qui peuvent subsidiairement être soumises à une pondération de risque de 1250 %</b> | 471 |                |
| 472 | <b>1.1.1.21</b>    | <b>(-) Expositions sur actions selon une méthode fondée sur les modèles internes, qui peuvent subsidiairement être soumises à une pondération de risque de 1250 %</b>                                                                | 472 |                |
| 47A | 1.1.1.a            | <b>Sous total CET1 après déductions ci-dessus</b>                                                                                                                                                                                    | 47A | 244 867 389.19 |
| 480 | <b>1.1.1.22</b>    | <b>(-) Instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important</b>                                                                                                 | 480 |                |
| 48A | <b>1.1.1.22.a</b>  | <b>(-) Base de déduction CET1 des participations inférieures ou égales à 10%</b>                                                                                                                                                     | 48A |                |
| 48B | <b>1.1.1.22.b</b>  | <b>Pourcentage de détention d'instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient d'investissement important</b>                                                                              | 48B |                |
| 490 | <b>1.1.1.23</b>    | <b>(-) Actifs d'impôt différé déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles</b>                                                                                                                  | 490 |                |
| 49A | <b>1.1.1.23.a</b>  | <b>Base de déduction des actifs d'impôt différé déductibles dépendant de bénéfices futurs et résultant de différences temporelles</b>                                                                                                | 49A |                |
| 500 | <b>1.1.1.24</b>    | <b>(-) Instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important</b>                                                                                                       | 500 |                |
| 50A | <b>1.1.1.24.01</b> | <b>(-) Instruments CET1 des entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important - Actions ordinaires</b>                                                                                | 50A |                |
| 50B | <b>1.1.1.24.02</b> | <b>(-) Instruments CET1 des entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important - Autres que les actions ordinaires</b>                                                                 | 50B |                |
| 50C | <b>1.1.1.24.a</b>  | <b>Base de déduction des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important - Actions ordinaires</b>                                                                | 50C |                |
| 50D | <b>1.1.1.24.b</b>  | <b>(-) Base de déduction des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important - Autres que les actions ordinaires</b>                                             | 50D |                |
| 50E | <b>1.1.1.24.c</b>  | <b>Pourcentage de détention des instruments CET1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important - Autres que les actions ordinaires</b>                                          | 50E |                |
| 510 | <b>1.1.1.25</b>    | <b>(-) Montant dépassant le seuil de 17,65 %</b>                                                                                                                                                                                     | 510 |                |
| 520 | <b>1.1.1.26</b>    | <b>Autres ajustements transitoires applicables aux fonds propres CET 1</b>                                                                                                                                                           | 520 |                |
| 524 | <b>1.1.1.27</b>    | <b>(-) Déductions supplémentaires des fonds propres CET 1 en vertu de l'article 3 du CRR</b>                                                                                                                                         | 524 |                |
| 529 | <b>1.1.1.28</b>    | <b>Éléments de fonds propres CET1 ou déductions - autres</b>                                                                                                                                                                         | 529 |                |
| 52A | 1.1.1.28.a         | Dont : Éléments pour le seuil non déductible des participations et le seuil CET1 (lignes 8, 9 et 10 de l'état CA4)                                                                                                                   | 52A |                |
| 52B | 1.1.1.28.b         | Dont : Éléments pour le seuil CET1 (lignes 9 et 10 de l'état CA4)                                                                                                                                                                    | 52B |                |
| 530 | <b>1.1.2</b>       | <b>FONDS PROPRES ADDITIONNELS DE CATÉGORIE 1 (AT1)</b>                                                                                                                                                                               | 530 |                |
| 540 | <b>1.1.2.1</b>     | <b>Instruments de capital éligibles en tant que fonds propres AT1</b>                                                                                                                                                                | 540 |                |
| 550 | 1.1.2.1.1          | Instruments de capital versés                                                                                                                                                                                                        | 550 |                |
| 560 | <b>1.1.2.1.2*</b>  | Pour mémoire : Instruments de capital non éligibles                                                                                                                                                                                  | 560 |                |
| 570 | 1.1.2.1.3          | Prime d'émission                                                                                                                                                                                                                     | 570 |                |
| 580 | 1.1.2.1.4          | (-) Propres instruments AT1                                                                                                                                                                                                          | 580 |                |
| 590 | 1.1.2.1.4.1        | (-) Détenions directes d'instruments AT1                                                                                                                                                                                             | 590 |                |
| 620 | 1.1.2.1.4.2        | (-) Détenions indirectes d'instruments AT1                                                                                                                                                                                           | 620 |                |
| 621 | 1.1.2.1.4.3        | (-) Détenions synthétiques d'instruments AT1                                                                                                                                                                                         | 621 |                |
| 622 | 1.1.2.1.5          | (-) Obligation réelle ou éventuelle d'acquérir des instruments AT1 propres                                                                                                                                                           | 622 |                |

|     |           |                                                                                                                                                                                  |     |               |
|-----|-----------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|
| 660 | 1.1.2.2   | Ajustements transitoires relatifs aux instruments de fonds propres AT1 bénéficiant d'une clause d'antériorité                                                                    | 660 |               |
| 670 | 1.1.2.3   | Instruments émis par des filiales pris en compte dans les fonds propres AT1                                                                                                      | 670 |               |
| 680 | 1.1.2.4   | Ajustements transitoires découlant de la prise en compte d'instruments émis par des filiales dans les fonds propres AT1                                                          | 680 |               |
| 690 | 1.1.2.5   | (-) Détentions croisées de fonds propres AT1                                                                                                                                     | 690 |               |
| 69A | 1.1.2.a   | Sous total CET1 après déductions ci-dessus                                                                                                                                       | 69A |               |
| 700 | 1.1.2.6   | (-) Instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important                                                     | 700 |               |
| 70A | 1.1.2.6.a | (-) Base de déduction AT1 des participations inférieures ou égales à 10%                                                                                                         | 70A |               |
| 70B | 1.1.2.6.b | Pourcentage de détention des instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important                            | 70B |               |
| 70C | 1.1.2.6.c | (-) Montant total déduction des instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important                         | 70C |               |
| 70D | 1.1.2.6.d | Sous total CET1 après déductions ci-dessus                                                                                                                                       | 70D |               |
| 710 | 1.1.2.7   | (-) Instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important                                                           | 710 |               |
| 71A | 1.1.2.7.a | (-) Base de déduction des instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important - Autres que les actions ordinaires | 71A |               |
| 71B | 1.1.2.7.b | Pourcentage de détention des instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important - Autres que actions ordinaires  | 71B |               |
| 71C | 1.1.2.7.c | Montant total déduction des instruments AT1 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important - Autres que actions ordinaires   | 71C |               |
| 720 | 1.1.2.8   | (-) Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2                                                                                                                 | 720 |               |
| 730 | 1.1.2.9   | Autres ajustements transitoires applicables aux fonds propres AT1                                                                                                                | 730 |               |
| 740 | 1.1.2.10  | Excédent de déduction d'éléments AT1 sur les fonds propres AT1 (déduit des CET1)                                                                                                 | 740 |               |
| 744 | 1.1.2.11  | (-) Déductions supplémentaires de fonds propres AT1 en vertu de l'article 3 du CRR                                                                                               | 744 |               |
| 748 | 1.1.2.12  | Éléments de fonds propres AT1 ou déductions - autres                                                                                                                             | 748 |               |
| 750 | 1.2       | FONDS PROPRES DE CATÉGORIE 2 (T2)                                                                                                                                                | 750 | 27 785 438.00 |
| 760 | 1.2.1     | Instruments de capital et emprunts subordonnés éligibles en tant que fonds propres T2                                                                                            | 760 | 27 785 438.00 |
| 770 | 1.2.1.1   | Instruments de capital et emprunts subordonnés versés                                                                                                                            | 770 | 27 785 438.00 |
| 780 | 1.2.1.2*  | Pour mémoire : Instruments de capital et emprunts subordonnés non éligibles                                                                                                      | 780 |               |
| 790 | 1.2.1.3   | Prime d'émission                                                                                                                                                                 | 790 |               |
| 800 | 1.2.1.4   | (-) Instruments de fonds propres T2                                                                                                                                              | 800 |               |
| 810 | 1.2.1.4.1 | (-) Détentions directes d'instruments T2                                                                                                                                         | 810 |               |
| 840 | 1.2.1.4.2 | (-) Détentions indirectes d'instruments T2                                                                                                                                       | 840 |               |
| 841 | 1.2.1.4.3 | (-) Détentions synthétiques d'instruments T2                                                                                                                                     | 841 |               |
| 842 | 1.2.1.5   | (-) Obligation réelle ou éventuelle d'acquiescer des instruments de fonds propres T2                                                                                             | 842 |               |
| 880 | 1.2.2     | Ajustements transitoires relatifs aux instruments de fonds propres T2 et emprunts subordonnés bénéficiant d'une clause d'antériorité                                             | 880 |               |
| 890 | 1.2.3     | Instruments émis par des filiales pris en compte dans les fonds propres T2                                                                                                       | 890 |               |
| 900 | 1.2.4     | Ajustements transitoires découlant de la prise en compte d'instruments émis par des filiales dans les fonds propres T2                                                           | 900 |               |
| 910 | 1.2.5     | Excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche NI                                                                                                | 910 |               |
| 91A | 1.2.5.a   | Montant des provisions IRB                                                                                                                                                       | 91A |               |
| 91B | 1.2.5.b   | Montant des pertes attendues (-)                                                                                                                                                 | 91B |               |
| 91C | 1.2.5.c   | Limite de l'excès de provisions par rapport aux pertes attendues éligible selon l'approche NI                                                                                    | 91C |               |
| 920 | 1.2.6     | Ajustements du risque de crédit général selon l'approche standard (SA)                                                                                                           | 920 |               |
| 92A | 1.2.6.a   | Montant des ajustements du risque de crédit général selon l'approche standard (SA)                                                                                               | 92A |               |
| 92B | 1.2.6.b   | Limite des ajustements du risque de crédit général selon l'approche standard (SA)                                                                                                | 92B | 22 025 615.90 |
| 930 | 1.2.7     | (-) Détentions croisées de fonds propres T2                                                                                                                                      | 930 |               |
| 93A | 1.2.a     | Sous total T2 après déductions ci-dessus                                                                                                                                         | 93A | 27 785 438.00 |

|     |         |                                                                                                                                                      |     |               |
|-----|---------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|---------------|
| 940 | 1.2.8   | (-) Instruments T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important                          | 940 |               |
| 94A | 1.2.8.a | (-) Base de déduction T2 des participations inférieures ou égales à 10%                                                                              | 94A |               |
| 94B | 1.2.8.b | Pourcentage de détention des instruments T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement ne détient pas d'investissement important | 94B |               |
| 94C | 1.2.b   | Sous total T2 après déductions ci-dessus                                                                                                             | 94C | 27 785 438.00 |
| 950 | 1.2.9   | (-) Instruments T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important                                | 950 |               |
| 95A | 1.2.9.a | Base de déduction des instruments T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important              | 95A |               |
| 95B | 1.2.9.b | Pourcentage de détention des instruments T2 d'entités du secteur financier dans lesquelles l'établissement détient un investissement important       | 95B |               |
| 960 | 1.2.10  | Autres ajustements transitoires applicables aux fonds propres T2                                                                                     | 960 |               |
| 970 | 1.2.11  | Excédent de déduction d'éléments T2 sur les fonds propres T2 (déduit des AT1)                                                                        | 970 |               |
| 974 | 1.2.12  | (-) Déductions supplémentaires de fonds propres T2 en vertu de l'article 3 du CRR                                                                    | 974 |               |
| 978 | 1.2.13  | Éléments de fonds propres T2 ou déductions - autres                                                                                                  | 978 |               |
|     |         |                                                                                                                                                      |     |               |

## RATIOS DE SOLVABILITE

La CFOB est soumise à une exigence de fonds propres de 11,75 % au titre de l'exigence minimum, du pilier II et du cousin de conservation en application d'une lettre de l'ACPR du 28 février 2018. Celle-ci est maintenue en 2019 et a été notifiée par l'ACPR courant avril 2019. L'atteinte du cousin de conservation à 2,5%, soit +0,625 % au 1<sup>er</sup> janvier 2019, a été compensée par une réduction, à due concurrence, du pilier II.

| Encours bruts et risques pondérés par niveau de pondération initiale pour les risques de crédit et de marché (en milliers d'euros) |                       |                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|------------------|
| Taux de pondération                                                                                                                | Expositions initiales | Risques pondérés |
| 0%                                                                                                                                 | 1 521 571             | -                |
| 2%                                                                                                                                 | 5 210                 | 104              |
| 10%                                                                                                                                |                       |                  |
| 20%                                                                                                                                | 505 488               | 225 301          |
| 35%                                                                                                                                |                       |                  |
| 50%                                                                                                                                | 1 119 100             | 236 292          |
| 75%                                                                                                                                | 1 765 072             | 814 762          |
| 100%                                                                                                                               | 783 942               | 422 689          |
| 150%                                                                                                                               | 43 843                | 59 808           |
| <b>Portefeuille de transaction</b>                                                                                                 | <b>72 362</b>         | <b>16 273</b>    |
| <b>Instruments financiers à terme</b>                                                                                              | <b>6 185</b>          | <b>3 092</b>     |
| <b>CVA</b>                                                                                                                         |                       | <b>4 137</b>     |
| <b>Risque règlement livraison</b>                                                                                                  |                       | <b>16</b>        |
| <b>Risque opérationnel</b>                                                                                                         |                       | <b>123 374</b>   |
| <b>TOTAL</b>                                                                                                                       | <b>5 822 773</b>      | <b>1 905 850</b> |

La réglementation prudentielle impose un suivi permanent du ratio de solvabilité européen, rapport entre le niveau des fonds propres réglementaires et les encours pondérés (risque de crédit, risque de marché, risque opérationnel) selon des règles définies.



Au 31 décembre 2018 :

- Le montant des fonds propres consolidés CET1 s'élève à : 244 867 milliers d'euros.
- le ratio sur fonds propres de base CET1 est de 12,84 %.
- Le ratio sur fonds propres de catégorie 1 et de catégorie 2 est de 14,3 %
- Le dénominateur correspond aux risques pondérés : 1 905 millions d'euros et le numérateur aux fonds propres réglementaires : 272 millions d'euros.
- Avec un taux de 8%, les fonds propres consommés seraient de 152 467 milliers d'euros, contre 223 937 milliers d'euros, compte tenu de la contrainte du pilier II et du coussin de conservation.

La CFOB applique la méthode standard au titre du risque opérationnel.

Soit les expositions au risque (encours pondérés)



| Ligne | ID         | Poste                                                                                                                                                   | Code poste | Montant          | Montant avant pondération |
|-------|------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------------|---------------------------|
| 010   | 1          | <b>MONTANT TOTAL D'EXPOSITION AU RISQUE</b>                                                                                                             | 010        | 1 905 849 628.39 |                           |
| 020   | 1*         | <i>Dont: Entreprises d'investissements visées à l'article 95, paragraphe 2 et à l'article 98 du CRR</i>                                                 | 020        |                  |                           |
| 030   | 1**        | <i>Dont: Entreprises d'investissements visées à l'article 96, paragraphe 2, et à l'article 97 du CRR</i>                                                | 030        |                  |                           |
| 040   | 1.1        | <b>MONTANTS D'EXPOSITION PONDÉRÉS POUR LES RISQUES DE CRÉDIT, DE CRÉDIT DE CONTREPARTIE ET DE DILUTION ET LES POSITIONS DE NÉGOCIATION NON DÉNOUÉES</b> | 040        | 1 762 049 271.88 |                           |
| 050   | 1.1.1      | <b>Approche standard (SA)</b>                                                                                                                           | 050        | 1 762 049 271.88 |                           |
| 060   | 1.1.1.1    | Catégories d'exposition au risque en approche SA, à l'exclusion des positions de titrisation                                                            | 060        | 1 762 049 271.88 |                           |
| 070   | 1.1.1.1.01 | Administrations centrales ou banques centrales                                                                                                          | 070        |                  |                           |
| 080   | 1.1.1.1.02 | Administrations régionales ou locales                                                                                                                   | 080        | 14 643 794.61    |                           |
| 090   | 1.1.1.1.03 | Entités du secteur public                                                                                                                               | 090        |                  |                           |
| 100   | 1.1.1.1.04 | Banques multilatérales de développement                                                                                                                 | 100        |                  |                           |
| 110   | 1.1.1.1.05 | Organisations internationales                                                                                                                           | 110        |                  |                           |
| 120   | 1.1.1.1.06 | Établissements                                                                                                                                          | 120        | 401 174 020.08   |                           |
| 130   | 1.1.1.1.07 | Entreprises                                                                                                                                             | 130        | 356 648 595.40   |                           |
| 140   | 1.1.1.1.08 | Clientèle de détail                                                                                                                                     | 140        | 814 762 191.78   |                           |
| 150   | 1.1.1.1.09 | Expositions garanties par une hypothèque sur un bien immobilier                                                                                         | 150        |                  |                           |
| 160   | 1.1.1.1.10 | Expositions en défaut                                                                                                                                   | 160        | 29 778 835.88    |                           |
| 170   | 1.1.1.1.11 | Éléments présentant un risque particulièrement élevé                                                                                                    | 170        |                  |                           |
| 180   | 1.1.1.1.12 | Obligations garanties                                                                                                                                   | 180        |                  |                           |
| 190   | 1.1.1.1.13 | Créances sur des établissements et des entreprises faisant l'objet d'une évaluation de crédit à court terme                                             | 190        |                  |                           |
| 200   | 1.1.1.1.14 | Organisme de placement collectif (OPC)                                                                                                                  | 200        | 2 768 741.90     |                           |
| 210   | 1.1.1.1.15 | Actions                                                                                                                                                 | 210        |                  |                           |
| 211   | 1.1.1.1.16 | Autres éléments                                                                                                                                         | 211        | 142 273 092.23   |                           |
| 220   | 1.1.1.2    | Positions de titrisation SA                                                                                                                             | 220        |                  |                           |
| 230   | 1.1.1.2*   | <i>dont: retitrisation</i>                                                                                                                              | 230        |                  |                           |
| 240   | 1.1.2      | <b>Approche fondée sur les notations internes (NI)</b>                                                                                                  | 240        |                  |                           |
| 250   | 1.1.2.1    | Approches NI en l'absence de recours à ses propres estimations des pertes en cas de défaut (LGD) ou à des facteurs de conversion                        | 250        |                  |                           |
| 260   | 1.1.2.1.01 | Administrations centrales et banques centrales                                                                                                          | 260        |                  |                           |
| 270   | 1.1.2.1.02 | Établissements                                                                                                                                          | 270        |                  |                           |
| 280   | 1.1.2.1.03 | Entreprises - PME                                                                                                                                       | 280        |                  |                           |
| 290   | 1.1.2.1.04 | Entreprises - Financements spécialisés                                                                                                                  | 290        |                  |                           |
| 300   | 1.1.2.1.05 | Entreprises - Autres                                                                                                                                    | 300        |                  |                           |
| 310   | 1.1.2.2    | Approches NI en cas de recours à ses propres estimations des pertes en cas de défaut (LGD) et/ou à des facteurs de conversion                           | 310        |                  |                           |
| 320   | 1.1.2.2.01 | Administrations centrales et banques centrales                                                                                                          | 320        |                  |                           |
| 330   | 1.1.2.2.02 | Établissements                                                                                                                                          | 330        |                  |                           |
| 340   | 1.1.2.2.03 | Entreprises - PME                                                                                                                                       | 340        |                  |                           |
| 350   | 1.1.2.2.04 | Entreprises - Financements spécialisés                                                                                                                  | 350        |                  |                           |
| 360   | 1.1.2.2.05 | Entreprises - Autres                                                                                                                                    | 360        |                  |                           |
| 370   | 1.1.2.2.06 | Clientèle de détail - Expositions garanties par des biens immobiliers PME                                                                               | 370        |                  |                           |
| 380   | 1.1.2.2.07 | Clientèle de détail - Expositions garanties par des biens immobiliers non-PME                                                                           | 380        |                  |                           |
| 390   | 1.1.2.2.08 | Clientèle de détail - Expositions renouvelables éligibles                                                                                               | 390        |                  |                           |
| 400   | 1.1.2.2.09 | Clientèle de détail - Autres PME                                                                                                                        | 400        |                  |                           |
| 410   | 1.1.2.2.10 | Clientèle de détail - Autres non-PME                                                                                                                    | 410        |                  |                           |
| 420   | 1.1.2.3    | Actions en approche NI                                                                                                                                  | 420        |                  |                           |
| 430   | 1.1.2.4    | Positions de titrisation en approche NI                                                                                                                 | 430        |                  |                           |
| 440   | 1.1.2.4*   | <i>Dont: retitrisation</i>                                                                                                                              | 440        |                  |                           |
| 450   | 1.1.2.5    | Actifs autres que des obligations de crédit                                                                                                             | 450        |                  |                           |

|     |           |                                                                                                                                                              |     |                |  |
|-----|-----------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|----------------|--|
| 460 | 1.1.3     | Montant de l'exposition pour les contributions au fonds de défaillance d'une CCP                                                                             | 460 |                |  |
| 490 | 1.2       | <b>MONTANT TOTAL DE L'EXPOSITION AU RISQUE DE RÈGLEMENT / LIVRAISON</b>                                                                                      | 490 | 15 963.38      |  |
| 500 | 1.2.1     | Risque de règlement / livraison dans le portefeuille hors négociation                                                                                        | 500 | 15 963.38      |  |
| 510 | 1.2.2     | Risque de règlement / livraison dans le portefeuille de négociation                                                                                          | 510 |                |  |
| 520 | 1.3       | <b>MONTANT TOTAL D'EXPOSITION AU RISQUE DE POSITION, AU RISQUE DE CHANGE ET AU RISQUE SUR MATIÈRES PREMIÈRES</b>                                             | 520 | 16 273 069.88  |  |
| 530 | 1.3.1     | Montant de l'exposition au risque de position, au risque de change et au risque sur matières premières en approches standard (SA)                            | 530 | 16 273 069.88  |  |
| 540 | 1.3.1.1   | Titres de créance négociés                                                                                                                                   | 540 | 16 273 069.88  |  |
| 550 | 1.3.1.2   | Actions                                                                                                                                                      | 550 |                |  |
| 555 | 1.3.1.3   | Approche spécifique du risque de position pour les OPC                                                                                                       | 555 |                |  |
| 556 | 1.3.1.3*  | Pour mémoire: OPC exclusivement investis en titres de créance négociés                                                                                       | 556 |                |  |
| 557 | 1.3.1.3** | Pour mémoire: OPC exclusivement investis en instruments de capitaux propres ou en instruments mixtes                                                         | 557 |                |  |
| 560 | 1.3.1.4   | Change                                                                                                                                                       | 560 |                |  |
| 570 | 1.3.1.5   | Matières premières                                                                                                                                           | 570 |                |  |
| 580 | 1.3.2     | Montant de l'exposition au risque de position, au risque de change et au risque sur matières premières selon la méthode fondée sur les modèles internes (IM) | 580 |                |  |
| 590 | 1.4       | <b>MONTANT TOTAL D'EXPOSITION AU RISQUE OPÉRATIONNEL (ROp)</b>                                                                                               | 590 | 123 374 173.25 |  |
| 600 | 1.4.1     | Approche élémentaire (BIA) du ROp                                                                                                                            | 600 |                |  |
| 610 | 1.4.2     | Approches standard (STA) / Approches standard alternatives (ASA) du ROp                                                                                      | 610 | 123 374 173.25 |  |
| 620 | 1.4.3     | Approches par mesure avancée (AMA) du ROp                                                                                                                    | 620 |                |  |
| 630 | 1.5       | <b>MONTANT D'EXPOSITION AU RISQUE SUPPLÉMENTAIRE LIÉ AUX FRAIS FIXES</b>                                                                                     | 630 |                |  |
| 640 | 1.6       | <b>MONTANT TOTAL D'EXPOSITION AU RISQUE D'AJUSTEMENT DE L'ÉVALUATION DE CRÉDIT</b>                                                                           | 640 | 4 137 150.00   |  |
| 650 | 1.6.1     | Méthode avancée                                                                                                                                              | 650 |                |  |
| 660 | 1.6.2     | Méthode standard                                                                                                                                             | 660 | 4 137 150.00   |  |
| 670 | 1.6.3     | Méthode du risque initial                                                                                                                                    | 670 |                |  |
| 680 | 1.7       | <b>MONTANT TOTAL D'EXPOSITION LIÉ AUX GRANDS RISQUES DU PORTEFEUILLE DE NÉGOCIATION</b>                                                                      | 680 |                |  |
| 690 | 1.8       | <b>MONTANTS D'EXPOSITION AUX AUTRES RISQUES</b>                                                                                                              | 690 |                |  |
| 710 | 1.8.2     | Dont: Exigences prudentielles plus strictes supplémentaires en vertu de l'art. 458                                                                           | 710 |                |  |
| 720 | 1.8.2*    | Dont: exigences pour grands risques                                                                                                                          | 720 |                |  |
| 730 | 1.8.2**   | Dont: pondérations de risque modifiées pour faire face aux bulles d'actifs dans l'immobilier à usage résidentiel et commercial                               | 730 |                |  |
| 740 | 1.8.2***  | Dont: expositions au sein du secteur financier                                                                                                               | 740 |                |  |
| 750 | 1.8.3     | Dont: Exigences prudentielles plus strictes supplémentaires en vertu de l'art. 459                                                                           | 750 |                |  |

Les lignes 760 à 1 040 n'ont pas été reportées, celles-ci ne présentant pas de montants.

## RISQUE DE CREDIT

### Expositions par catégorie et méthode

(en milliers d'euros)

|                                                    | 2018                                                       |                         |        |                                                          |                         |         |                  |                         |         |                                                    |                         |           |                                    |                         |           |
|----------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|-------------------------|--------|----------------------------------------------------------|-------------------------|---------|------------------|-------------------------|---------|----------------------------------------------------|-------------------------|-----------|------------------------------------|-------------------------|-----------|
|                                                    | Actifs financiers à la juste valeur par compte de résultat |                         |        | Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres |                         |         | Titres de dettes |                         |         | Prêts et créances sur les établissements de crédit |                         |           | Prêts et créances sur la clientèle |                         |           |
|                                                    | Tx Fixe                                                    | Tx variable / révisable | Total  | Tx Fixe                                                  | Tx variable / révisable | Total   | Tx Fixe          | Tx variable / révisable | Total   | Tx Fixe                                            | Tx variable / révisable | Total     | Tx Fixe                            | Tx variable / révisable | Total     |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit | -                                                          | -                       | -      | -                                                        | -                       | -       | -                | -                       | -       | 1 169 672                                          | -                       | 1 169 672 | -                                  | -                       | -         |
| Prêts et créances sur la clientèle                 | -                                                          | -                       | -      | -                                                        | -                       | -       | -                | -                       | -       | -                                                  | -                       | -         | 1 832 792                          | 203 644                 | 2 036 436 |
| Obligations                                        | 55 220                                                     | 19 455                  | 74 675 | 542 958                                                  | 305 398                 | 848 356 | 555 667          | 20 543                  | 576 209 | -                                                  | -                       | -         | -                                  | -                       | -         |
| Titres de créances négociables                     | 20 001                                                     | -                       | 20 001 | 6 999                                                    | 63 030                  | 70 028  | 38 058           | -                       | 38 058  | -                                                  | -                       | -         | -                                  | -                       | -         |
| Titres reçus en pension livrée                     | -                                                          | -                       | -      | -                                                        | -                       | -       | -                | -                       | -       | -                                                  | -                       | -         | -                                  | -                       | -         |
| Actions et OPCVM                                   | -                                                          | 17                      | 17     | -                                                        | 1 382                   | 1 382   | -                | -                       | -       | -                                                  | -                       | -         | -                                  | -                       | -         |
| Dérivés                                            | -                                                          | -                       | 16 898 | -                                                        | -                       | -       | -                | -                       | -       | -                                                  | -                       | -         | -                                  | -                       | -         |
| Douteux                                            | -                                                          | -                       | -      | -                                                        | -                       | -       | -                | -                       | -       | -                                                  | -                       | -         | -                                  | -                       | -         |
| Dépréciation                                       | -                                                          | -                       | -      | -                                                        | -                       | -       | -                | -                       | -       | -                                                  | -                       | -         | -                                  | -                       | (45 399)  |

(en milliers d'euros)

|                                            | 2018                                                        |                         |        |                                            |                         |         |                            |                         |           |                                  |                         |         |
|--------------------------------------------|-------------------------------------------------------------|-------------------------|--------|--------------------------------------------|-------------------------|---------|----------------------------|-------------------------|-----------|----------------------------------|-------------------------|---------|
|                                            | Passifs financiers à la juste valeur par compte de résultat |                         |        | Dettes envers les établissements de crédit |                         |         | Dettes envers la clientèle |                         |           | Dettes représentées par un titre |                         |         |
|                                            | Tx Fixe                                                     | Tx variable / révisable | Total  | Tx Fixe                                    | Tx variable / révisable | Total   | Tx Fixe                    | Tx variable / révisable | Total     | Tx Fixe                          | Tx variable / révisable | Total   |
| Dettes envers les établissements de crédit | -                                                           | -                       | -      | 462 786                                    | -                       | 462 786 | -                          | -                       | -         | -                                | -                       | -       |
| Dettes envers la clientèle                 | -                                                           | -                       | -      | -                                          | -                       | -       | 592 001                    | 2 757 247               | 3 349 248 | -                                | -                       | -       |
| Dettes représentées par un titre           | -                                                           | -                       | -      | -                                          | -                       | -       | -                          | -                       | -         | -                                | -                       | -       |
| Dérivés                                    | -                                                           | -                       | 9 007  | -                                          | -                       | -       | -                          | -                       | -         | -                                | -                       | -       |
| Titres donnés en pension livrée            | -                                                           | -                       | -      | 636 180                                    | -                       | 636 180 | -                          | -                       | -         | -                                | -                       | -       |
| Emission de titres de créances négociables | -                                                           | 55 537                  | 55 537 | -                                          | -                       | -       | -                          | -                       | -         | 53 515                           | 226 010                 | 279 525 |
|                                            |                                                             |                         | 0      |                                            |                         | (0)     |                            |                         | -         |                                  |                         | (0)     |

### Expositions par pays de résidence de la contrepartie

Les actifs et passifs sont essentiellement d'origine « zone UE » qui comprend tous les pays de l'Union Européenne. Il en est de même pour les éléments du compte de résultat. C'est à ce titre qu'il n'est pas présenté d'information détaillée

### Expositions par famille de contreparties

**Actifs financiers**  
(en milliers d'euros)

|                                                          | 31.12.2018     |                  |                      |                          |                  |              |                  |
|----------------------------------------------------------|----------------|------------------|----------------------|--------------------------|------------------|--------------|------------------|
|                                                          | Etat           | Interbancaire    | Cliantèle financière | Cliantèle non financière | Ménages          | Autres       | TOTAL            |
| Caisse et banques centrales                              | -              | 390 316          | -                    | -                        | -                | 3 066        | 393 382          |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat         | -              | 68 097           | 17                   | 43 478                   | -                | -            | 111 592          |
| Instruments financiers dérivés de couverture             | -              | -                | -                    | -                        | -                | -            | -                |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 322 980        | 420 927          | 23 073               | 152 787                  | -                | -            | 919 766          |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit       | -              | 1 153 012        | 16 661               | -                        | -                | -            | 1 169 672        |
| Prêts et créances sur la clientèle                       | 3 150          | -                | 15 974               | 330 024                  | 1 641 889        | -            | 1 991 037        |
| Titres de dettes                                         | 506 898        | -                | 20 594               | 86 775                   | -                | -            | 614 267          |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | -              | 96               | -                    | -                        | 1 851            | -            | 1 947            |
| <b>Total</b>                                             | <b>833 028</b> | <b>2 032 448</b> | <b>76 319</b>        | <b>613 064</b>           | <b>1 643 740</b> | <b>3 066</b> | <b>5 201 664</b> |

**Passifs financiers**  
(en milliers d'euros)

|                                                          | 31.12.2018 |                  |                      |                          |                  |                  |                  |
|----------------------------------------------------------|------------|------------------|----------------------|--------------------------|------------------|------------------|------------------|
|                                                          | Etat       | Interbancaire    | Cliantèle financière | Cliantèle non financière | Ménages          | Autres           | TOTAL            |
| Banques centrales                                        | -          | -                | -                    | -                        | -                | -                | -                |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat        | -          | 9 007            | 55 536               | -                        | -                | -                | 64 544           |
| Instruments financiers dérivés de couverture             | -          | -                | -                    | -                        | -                | -                | -                |
| Dettes envers les établissements de crédit et assimilés  | -          | 1 098 966        | -                    | -                        | -                | -                | 1 098 966        |
| Dettes envers la clientèle                               | 424        | -                | -                    | 420 381                  | 1 626 769        | 1 301 674        | 3 349 248        |
| Dettes représentées par un titre                         | -          | 5 010            | 274 515              | -                        | -                | -                | 279 525          |
| Ecart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux | -          | -                | -                    | -                        | -                | -                | -                |
| Dettes subordonnées                                      | -          | -                | 27 785               | -                        | -                | -                | 27 785           |
| <b>Total</b>                                             | <b>424</b> | <b>1 112 983</b> | <b>357 837</b>       | <b>420 381</b>           | <b>1 626 769</b> | <b>1 301 674</b> | <b>4 820 069</b> |

## Expositions par échéance résiduelle

| <b>Actifs financiers</b>                                 | <b>Jusqu'à 3 mois</b> | <b>De 3 mois à 1 an</b> | <b>De 1 an à 5 ans</b> | <b>Plus de 5 ans</b> | <b>Autres</b> | <b>Créances rattachées</b> | <b>2018</b>      |
|----------------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------|------------------------|----------------------|---------------|----------------------------|------------------|
| <small>(en milliers d'euros)</small>                     |                       |                         |                        |                      |               |                            |                  |
| Caisse et banques centrales                              | 393 382               | -                       | -                      | -                    | -             | -                          | <b>393 382</b>   |
| Actifs financiers à la juste valeur par résultat         | 22 280                | 16 914                  | 50 070                 | 22 328               | -             | -                          | <b>111 592</b>   |
| Instruments financiers dérivés de couverture             | -                     | -                       | -                      | -                    | -             | -                          | -                |
| Actifs financiers à la juste valeur par capitaux propres | 50 846                | 165 821                 | 628 330                | 70 752               | -             | 4 017                      | <b>919 766</b>   |
| Prêts et créances sur les établissements de crédit       | 1 168 069             |                         |                        | 1 533                |               | 71                         | <b>1 169 673</b> |
| Prêts et créances sur la clientèle                       | 136 591               | 301 764                 | 925 382                | 604 873              | 19 177        | 3 250                      | <b>1 991 037</b> |
| Titres de dettes                                         | 38 231                | 66 089                  | 371 727                | 134 779              |               | 3 443                      | <b>614 267</b>   |
| Comptes de régularisation et actifs divers               | 108 472               |                         |                        |                      |               |                            | <b>108 472</b>   |
| <b>Total</b>                                             | <b>1 917 871</b>      | <b>550 588</b>          | <b>1 975 509</b>       | <b>834 264</b>       | <b>19 177</b> | <b>10 781</b>              | <b>5 308 190</b> |

| <b>Passifs financiers</b>                         | <b>Jusqu'à 3 mois</b> | <b>De 3 mois à 1 an</b> | <b>De 1 an à 5 ans</b> | <b>Plus de 5 ans</b> | <b>Autres</b> | <b>Dettes rattachées</b> | <b>2018</b>      |
|---------------------------------------------------|-----------------------|-------------------------|------------------------|----------------------|---------------|--------------------------|------------------|
| <small>(en milliers d'euros)</small>              |                       |                         |                        |                      |               |                          |                  |
| Banques centrales                                 | -                     |                         |                        |                      |               |                          | -                |
| Passifs financiers à la juste valeur par résultat | -                     | 55 863                  | 6 343                  | 2 337                |               |                          | <b>64 544</b>    |
| Instruments financiers dérivés de couverture      |                       | (3)                     | 55 699                 | 1 309                |               |                          | <b>57 004</b>    |
| Dettes envers les établissements de crédit        | 657 125               |                         | 444 963                | 1 533                |               | (4 655)                  | <b>1 098 966</b> |
| Dettes envers la clientèle                        | 3 349 102             |                         |                        |                      |               | 146                      | <b>3 349 248</b> |
| Dettes représentées par un titre                  | 4 000                 | 93 750                  | 181 750                |                      |               | 25                       | <b>279 525</b>   |
| Comptes de régularisation et passifs divers       | 175 824               |                         |                        |                      |               |                          | <b>175 824</b>   |
| Dettes subordonnées                               |                       |                         |                        | 27 785               |               |                          | <b>27 785</b>    |
| <b>Total</b>                                      | <b>4 186 051</b>      | <b>149 610</b>          | <b>688 754</b>         | <b>32 965</b>        | <b>0</b>      | <b>-4 484</b>            | <b>5 052 896</b> |

## Exposition nettes sur les monnaies étrangères

Orange Bank n'a pas vocation à intervenir sur les monnaies étrangères. Sa seule activité est induite des activités de la clientèle. Elle n'est pas soumise au reporting réglementaire sur la position de change en regard de son activité marginale en la matière.

Des limites sont allouées sur la position de change résiduelle dans chaque devise, qui doit être inférieure à la contre-valeur de 30 000 euros (net entre l'achat et la vente)

## Recours aux organismes externes d'évaluation de crédit (O.E.E.C.)

Orange Bank utilise les notations de deux organismes : Standard and Poor's et la Banque de France.

## RISQUE DE CONCENTRATION

La politique de risque de crédit de la Banque définit des montants maximaux par type de clientèle.

### Engagement les plus élevés

Au 31 décembre 2018, Les encours les plus importants sont :

| en M€                    | 31/12/2017  |                       | 31/12/2018  |                       | Evolution   |
|--------------------------|-------------|-----------------------|-------------|-----------------------|-------------|
|                          | Positions   | en % du total général | Positions   | en % du total général |             |
| France                   | 956         | 63,9%                 | 1021        | 64,2%                 | 7%          |
| Allemagne                | 56          | 3,7%                  | 117         | 7,4%                  | 109%        |
| Espagne                  | 12          | 0,8%                  | 109         | 6,9%                  | 808%        |
| Belgique                 | 117         | 7,8%                  | 101         | 6,4%                  | -14%        |
| Finlande                 | 29          | 1,9%                  | 49          | 3,1%                  | 69%         |
| Pays Bas                 | 44          | 2,9%                  | 40          | 2,5%                  | -9%         |
| Europe (EIB, ...)        | 19          | 1,3%                  | 22          | 1,4%                  | 16%         |
| Italie                   | 2           | 0,1%                  |             | 0,0%                  | -100%       |
| <b>Sous-total zone €</b> | <b>1235</b> | <b>82,6%</b>          | <b>1459</b> | <b>91,8%</b>          | <b>18%</b>  |
| Etats-Unis               | 34          | 2,3%                  | 45          | 2,8%                  | 32%         |
| Danemark                 | 61          | 4,1%                  | 32          | 2,0%                  | -48%        |
| Canada                   | 28          | 1,9%                  | 15          | 0,9%                  | -46%        |
| Chine                    | 30          | 2,0%                  | 15          | 0,9%                  | -50%        |
| Norvège                  | 6           | 0,4%                  | 11          | 0,7%                  | 83%         |
| Australie                | 28          | 1,9%                  | 7           | 0,4%                  | -75%        |
| Suisse                   | 12          | 0,8%                  | 4           | 0,3%                  | -67%        |
| Royaume-Unis             | 60          | 4,0%                  | 2           | 0,1%                  | -97%        |
| Suède                    | 2           | 0,1%                  |             |                       | -100%       |
| <b>Sous-total autres</b> | <b>261</b>  | <b>17,4%</b>          | <b>131</b>  | <b>8,2%</b>           | <b>-50%</b> |
| <b>Total général</b>     | <b>1496</b> |                       | <b>1590</b> |                       | <b>6%</b>   |

### Répartition des engagements par secteur

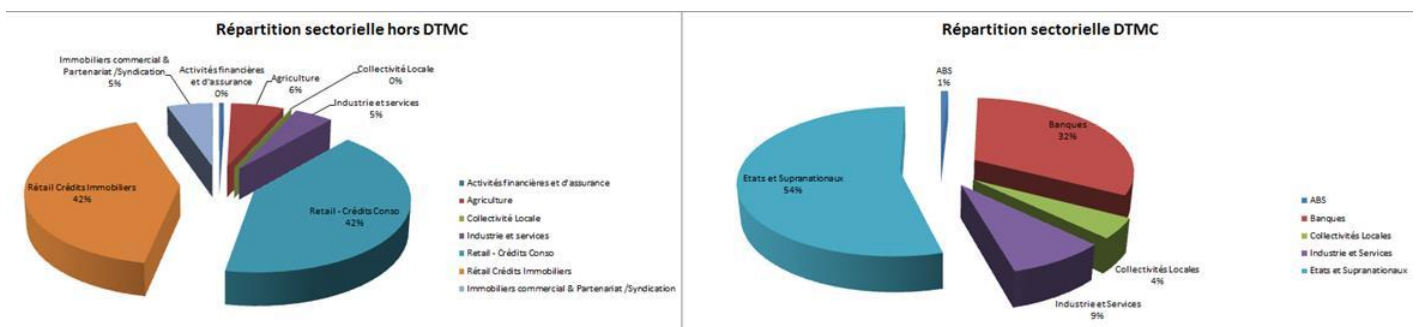
Orange Bank est exposée principalement sur :

Hors **D**irection de la **T**résorerie des **M**archés et des **C**apitaux

- Les personnes physiques représentent 83 % des encours soit 1 755 millions d'euros ;
- Le secteur agricole représente plus de 6 % pour 130 millions d'euros ;
- L'immobilier commercial & Partenariat / Syndication représentent plus de 6 % soit 112 millions d'euros des encours ;
- Le secteur industrie et service représente près de 5 % pour 96 millions d'euros.

**D**irection de la **T**résorerie des **M**archés et des **C**apitaux

- Les investissements sur la dette (Etats et Supranationaux) représentent 54 % des encours soit 858 Millions d'euros ;
- Le secteur bancaire affiche 32 % pour 506 millions d'euros ;
- Le secteur industrie et services représente 8,5 % pour 134 millions d'euros ;
- Le poids des collectivités locales avec un encours de 70 millions d'euros représente plus de 4%.



## Portefeuilles titres :

La concentration reste modérée sur tous les types de contreparties dont :

- Banques (506M€, 35 contreparties) : 10% des lignes utilisées (4 contreparties) représentent 33% des encours banques et 40% (14 clients) représentent 74% des encours
- Corporates (142M€, 28 contreparties) : 10% des lignes utilisées (3 clients) représentent 35% des encours corporates et 40% représentent 75% des encours
- Etats et Supranationaux (858M€, 13 contreparties) : 10% des lignes utilisées représentent 65% des encours (il s'agit de l'Etat Français) et 40% représentent 90% des encours

Les principales expositions sont

| Contreparties                 | Notation S&P | Expositions (en M€) | CDS 1Y | CDS 5Y | Portefeuille / échéance                                            |
|-------------------------------|--------------|---------------------|--------|--------|--------------------------------------------------------------------|
| TRESOR PUBLIC                 | AA           | 554                 | 13,26  | 36,9   | Investissement : 235M€ avant 2022 // 287M€ 2024 // 32M€ avant 2030 |
| TRESOR BELGE                  | AA           | 94                  | 12,73  | 29,05  | Investissement : 31M€ 2020 // 32M€ 2021 // 30M€ avant 2023         |
| TRESOR ESPAGNOL               | A-           | 80                  | 24,51  | 78,54  | Placement : 75M€ 11/2019 // 5M€ à 2028                             |
| ALLIANZ BANQUE                | AA-          | 50                  | nd     | nd     | Placement : 40M€ à 11/2019 // 5M€ à 2020<br>Trading : 5M€          |
| NORDEA BANK ABP               | AA-          | 49                  | nd     | 41,25  | Placement : 10M€ 02/2019 // 13M€ à 2021 // 26M€ à 2022             |
| VOLKSWAGEN FINANCIAL SERVICES | BBB+         | 35                  | 30,44  | 131,29 | Placement : 10M€ 10/2019 // 15M€ à 2020 // 7M€ à 2023              |
| GROUPE CREDIT MUTUEL          | A            | 33                  | nd     | 53,413 | Placement : 15M€ 07/2019 // 10M€ 2020-2021 // 8M€ 2022-2023        |
| JYSKE BANK                    | A-           | 32                  | nd     | nd     | Placement : 3M€ à 2020 // 25M€ à 2021-2022<br>Trading : 5M€        |
| MY MONEY BANK                 | BBB-         | 30                  | nd     | nd     | Compte à terme 07/2019                                             |

## Dispositif de limites d'exposition par zone géographique

Pour les marchés, hors trésorerie, la clientèle financée est localisée en France.

Le marché de la trésorerie est soumis à un dispositif de limites par type de contrepartie : banque, « corporate », organisme supranational, collectivité locale ou état.

## TITRISATION ET ACTIONS (TITRES À REVENUS VARIABLES)

Orange Banque ne fait pas de titrisation ou ne participe pas à des opérations de ce type. La banque n'intervient pas sur le marché des actions. Elle ne détient pas de participation. Les seules actions détenues correspondent à des contraintes professionnelles (Swift, émissions du FGDR assimilées à des actions). Les montants sont non significatifs (< 100 milliers d'euros).

## RISQUE DE CREDIT ET DE CONTREPARTIE

Le dispositif global de maîtrise et de gestion des risques de crédit est sous la responsabilité du service risques de crédit chargé de procéder à l'analyse et à la surveillance des risques, d'effectuer les contrôles nécessaires et les reportings à destination du Comité des crédits et du Comité exécutif, et de préconiser les ajustements de règles en fonction de son appréhension des risques de contrepartie de la Banque et de l'évolution de l'environnement économique et réglementaire.

## Dispositif de sélection des opérations

Ce dispositif, validé par le Comité exécutif de la Banque, est décrit dans une procédure générale permanente « politique de risque de crédit » qui reprend par type de clientèle l'offre proposée, les modalités de sélection des clients et les règles d'octroi des crédits.

## Éléments d'analyse de l'évolution des marges

La marge d'intermédiation des marchés de la Banque donne lieu à un suivi mensuel communiqué aux membres du Comité exécutif.

## Définition des limites

L'octroi de crédits ou l'engagement pris vis-à-vis d'une contrepartie (caution par exemple), matérialisé par une autorisation, ne peut s'envisager qu'à l'intérieur de limites et en suivant des règles de diversification des risques.

Plusieurs types de limites sont ainsi définis :

- Les limites individuelles en montant par type de contreparties : ces limites individuelles par contrepartie (ou client) s'apprécient au sens de « groupe client » (une maison mère et ses filiales seront ainsi considérées comme un seul « groupe client ») ;
- Les limites de montants par type de clientèle et produits : ces limites s'apprécient en agrégeant l'ensemble des engagements sur un même type de client et pour un même type de produits (par exemple tous les engagements de bilan sur les « professionnels et entreprises »).

Ces limites sont révisées à minima annuellement et plus souvent si nécessaire. Elles sont examinées par le Comité des crédits, soumises à la décision du Comité exécutif et validées par le Conseil d'administration au moins une fois par an. Elles sont fixées en montant brut, c'est-à-dire sans tenir compte des garanties fournies par la contrepartie. Elles peuvent être revues à tout moment si les circonstances le justifient, principalement une modification de la stratégie de la Banque définissant une nouvelle allocation des encours par type de clientèle.

Par ailleurs, la Banque s'assure du respect des limites réglementaires des grands risques fixées dans la quatrième partie du règlement 575/2013 du parlement européen et du conseil du 26 juin 2013.

## L'atténuation du risque de crédit

La politique de risque de crédit définit, par type de crédit et par type de clientèle, la nature et le niveau des garanties à constituer, afin de réduire le risque.

Les garanties et sûretés sont prises en compte pour leur valeur économique. La capacité de l'emprunteur devant être avant tout constituée par ses flux de revenus, ces garanties et sûretés ne sont acceptées en tant que source principale de remboursement qu'exceptionnellement. Les garants sont soumis aux mêmes exigences de solvabilité et d'analyse de risques que les débiteurs primaires.

Pour les crédits garantis, les contrats d'assurance-vie, comptes titres ou biens immobiliers des principales expositions de chaque marché, font l'objet d'une valorisation à minima annuellement afin de déterminer, le cas échéant, les besoins complémentaires de couverture.

## Surveillance et maîtrise des risques de crédit

Dans le cadre de la surveillance des risques de crédits le Comité des crédits, dans sa partie « suivi du risque de crédit », se réunit chaque trimestre afin :

- D'effectuer le suivi des encours, des limites, des garanties ;

- De procéder à la revue des engagements importants en procédant à une analyse approfondie a minima annuellement ;
- De prendre connaissance de l'analyse de la charge et du coût du risque trimestriel ;
- D'examiner les constats et recommandations de la direction des risques suite à l'analyse de la charge et du coût du risque.

Le Comité des engagements sensibles et des provisions, se réunit chaque trimestre afin :

- De procéder à la revue de tous les engagements sensibles ;
- D'examiner les dossiers douteux et de décider éventuellement du passage en contentieux et du niveau de provisionnement ;
- De mettre à jour périodiquement le taux de provisionnement des dossiers pour les particuliers de la banque de détail ;
- De déterminer l'assiette et le montant de la provision collective.

## Déclassement et provisionnement des créances douteuses et provisions sur encours sains dégradés

### Entrée en défaut ifrs 9

Les critères pour le passage en défaut des expositions sont :

- Un impayé ou un dépassement de plus 90 jours consécutifs dès le 1er € ;
- Un impayé ou dépassement de plus de 30 jours pour les contrats réaménagés ou surendettés
- Mise en place d'une restructuration ou d'un plan de surendettement

### Sortie du défaut Ifrs 9

Les critères pour une sortie de l'exposition du statut en défaut sont :

- La totalité des sommes en impayé ou en dépassement est régularisée et aucun impayé ou dépassement n'est constaté pendant une période probatoire de 3 mois ;
- Tout impayé ou dépassement pendant cette période impose une période probatoire de 3 mois ; après régularisation total du nouvel évènement ;
- Les expositions restructurées se voient imposer une période probatoire de 1 an.
- La contagion en stage 3 est appliquée pour les marchés autres que la banque de détail.

Les écarts principaux entre défaut Ifrs 9 et douteux comptable en normes françaises correspondent à :

- La contagion (appliquée en normes françaises, et pas en Ifrs 9 compte tenu de la gestion du recouvrement par produit).
- La mise en place de période probatoire en Ifrs 9.

Dans le cadre de la mise en œuvre d'Ifrs9, Orange Bank a développé des modèles de PD et de LGD sur les crédits à la consommation. Sur les autres portefeuilles, compte tenu du faible effectif de défaut, des taux historiques de PD unique ont été utilisés, et des LGD à dire d'expert ont été définies.

Les modèles constitués en 2017 ont été backtestés en 2018. La banque a constaté que les modèles étaient toujours efficaces, et discriminants. Ils ont donc été conservés en l'état.

## Risque de concentration

La politique de risque de crédit de la Banque définit des montants maximaux par type de clientèle.

Au 31 décembre 2018, le montant de l'engagement le plus élevé par type de clientèle est le suivant :



- Particuliers : 2.3 millions d'euros (suite au transfert d'un client du pôle Expertise financière)
- Pôle Expertise financière : 15.3 millions d'euros ;
- Professionnels : 3.5 millions d'euros ;
- Entreprises : 19.3 millions d'euros ;
- Entreprises du groupe et OPCVM : 35.2 millions d'euros ;
- Corporates : 30 millions d'euros ;
- Banques (y compris comptes nostri et transparisation) : 66 millions d'euros ;
- États (lignes de trésorerie et pensions) : 554 millions d'euros ;
- Supranationaux : 23 millions d'euros ;
- Collectivités locales : 20 millions d'euros.
- Asset backed securities: 8 millions d'euros.

### Répartition des engagements par secteur

Aucune limite sectorielle spécifique n'a été définie.

Orange Bank est exposée principalement sur :

- Les crédits aux particuliers représentent 83 % des expositions crédits, répartis de façon équivalente entre crédit à la consommation et immobilier résidentiel
- Les secteurs les plus représentés sur les expositions crédits sont l'agriculture, et l'immobilier commercial, pour 6% des encours.

En ce qui concerne les opérations sur titres, les investissements sur la dette des Etats et Supranationaux représentent 54 % des encours, et le secteur bancaire 32% des encours.

### Dispositif de limites d'exposition par zone géographique

Pour les marchés hors trésorerie, la clientèle financée est localisée en France.

Le marché de la trésorerie est soumis à un dispositif de limites par type de contrepartie : banque, « corporate », organisme supranational, collectivité locale ou état.

Depuis 2010 un suivi strict des expositions par zone géographique a été mis en place et fait l'objet d'une présentation dans le tableau de bord des risques de crédit, en Comité des crédits et en Comité des risques du Conseil d'administration.

## RISQUES OPERATIONNELS

La taille et le profil de risque modéré d'Orange Bank l'ont conduit au choix de la méthode standard s'agissant de la directive de mise en œuvre du ratio européen de solvabilité, Bâle II.

Sa politique de gestion des risques opérationnels s'inscrit dans le cadre de son actionnariat, des choix stratégiques et de maîtrise de l'ensemble de ses risques par la Banque (approche globale des risques), du respect des réglementations applicables, de la prise en compte des « saines pratiques pour la gestion et la surveillance des risques » définies par le Comité de Bâle. Elle intègre par ailleurs la prise en compte du risque d'atteinte à la réputation.

Sa politique de gestion des risques opérationnels repose sur l'identification des risques inhérents à chaque activité (approche bottom-up), l'évaluation périodique de leur criticité pour la Banque (cartographie des risques opérationnels et modélisation de scénarios) et une démarche de recensements des incidents avérés. Ce dispositif est complété par un dispositif de reporting et d'alertes et d'une démarche d'amélioration des dispositifs de maîtrise existants.

La politique de gestion des risques opérationnels dans son ensemble, exposée dans une instruction permanente, est régulièrement revue par le Comité exécutif. Un ensemble de

procédures mis à disposition du personnel encadre la démarche de cartographie des risques, les obligations en matière de recensement et de traitement des incidents opérationnels et les règles d'élaboration et de communication des reportings.

### Identification et évaluation du risque opérationnel

Privilégiant l'approche du risque par la cause (i.e. événement de risque observé), le référentiel des risques opérationnels de la Banque recense les principaux risques inhérents à chaque activité exercée en direct ou déléguée à des prestataires essentiels. Il repose sur une analyse des processus de la Banque réalisée par le service risques opérationnels en liaison avec les responsables d'activité, les pilotes de processus et les responsables des contrôles permanents et de la conformité. Une démarche de revue de la cartographie des risques opérationnels est déployée périodiquement : elle vise à évaluer et à hiérarchiser par niveau de criticité les risques significatifs identifiés dans le référentiel des risques. Les actions de maîtrise du risque qui s'imposent sont mises en place immédiatement ou après arbitrage du Comité des risques et contrôles. Ces plans d'actions sont ensuite formalisés et suivis au sein d'un applicatif dédié.

Orange Bank est exposée à plusieurs types de risques opérationnels dont les principaux sont les suivants :

- Risques liés à l'exercice de son cœur de métier : les erreurs d'exécution constituent à ce jour en volume la principale cause de risques opérationnels ;
- Risques liés à son modèle d'organisation : la Banque externalise une partie de ses activités cœur de métier, s'exposant ainsi aux risques de non continuité d'activité et de non-conformité des prestations fournies ;
- Risques liés à son modèle de distribution.

### Dispositif de collecte des incidents

Un processus de collecte des incidents opérationnels subis par la Banque est en place : il vise à recenser au fil de l'eau et sous un format homogène l'ensemble des incidents opérationnels de la Banque. La déclaration des incidents est effectuée par l'ensemble des collaborateurs de l'établissement. Les incidents opérationnels sont recensés dès leur détection, qu'ils aient ou non un impact financier (pas de seuil minimum de déclaration).

| Risques opérationnels                                          | 2017               |                  |                   |                  |                  | 2018               |                  |                   |                   |                  |
|----------------------------------------------------------------|--------------------|------------------|-------------------|------------------|------------------|--------------------|------------------|-------------------|-------------------|------------------|
|                                                                | Nombre d'incidents | Exposition brute | pertes indirectes | Pertes écartées  | Impact Financier | Nombre d'incidents | Exposition brute | Pertes indirectes | Pertes écartées   | Impact Financier |
| Fraude externe aux moyens de paiement                          | 790                | 561 781          | 0                 | 944 374          | 112 529          | 11 330             | 325 833          | 0                 | 5 810 057         | 228 007          |
| Fraude documentaire Compte et Epargne                          | 57                 | 8 960            | 0                 | 22 000           | 4 941            | 4 158              | 642 177          | 0                 | 3 376 596         | 501 894          |
| Fraude documentaire crédits                                    | 466                | 169 441          | 0                 | 6 127 057        | 99 669           | 517                | 122 260          | 0                 | 5 105 841         | 37 514           |
| Manquement mandat IOBSP                                        | 139                | 137 217          | 0                 | 88 000           | 52 985           | 3 811              | 29 642           | 0                 | 41 360            | 10 046           |
| Anomalies dans les demandes clients gérées par le front office | 26                 | 27 474           | 0                 | 800              | 9 430            | 49                 | 7 041            | 0                 | 0                 | 5 293            |
| Anomalies dans le traitement des opérations par le Back Office | 169                | 61 150           | 0                 | 45 708           | 39 286           | 223                | 41 381           | 0                 | 0                 | 29 756           |
| Services investissement                                        | 1 741              | 186 876          | 0                 | 0                | 83 572           | 1 426              | 302 526          | 0                 | 0                 | -156 989         |
| Risques informatiques                                          | 398                | 662 696          | 0                 | 80 777           | 193 901          | 392                | 111 468          | 100 012           | 4 200             | 2 165            |
| Autres                                                         | 269                | 4 220            | 0                 | 266 639          | 686              | 491                | 25 191           | 10 800            | 134 948           | 7 324            |
| <b>TOTAL</b>                                                   | <b>4 055</b>       | <b>1 819 814</b> | <b>0</b>          | <b>7 575 356</b> | <b>596 998</b>   | <b>22 397</b>      | <b>1 607 520</b> | <b>110 812</b>    | <b>14 473 002</b> | <b>665 010</b>   |

## **Programme d'assurance**

Orange Bank a mis en place un programme d'assurance validé par le Comité exécutif. Ce programme prend en compte les standards de la place en matière de couverture responsabilité civile professionnelle, responsabilité civile d'exploitation, responsabilité civile professionnelle pour l'activité de courtage d'assurance, « globale de banque », « perte d'activité bancaire » et risques majeurs pour les cartes bancaires.

## **Plan de Continuité des Activités**

Le Plan d'Urgence et de Poursuite d'Activité (PUPA) est organisé autour de plusieurs dispositifs, notamment :

- La mise en œuvre d'une cellule de crise ;
- Le back-up des systèmes informatiques ;
- La mise à disposition d'un site de secours.

Ces dispositifs font l'objet d'une mise à jour régulière et les sites de secours font l'objet de tests techniques et utilisateurs plusieurs fois par an.

## **RISQUE DE LEVIER**

Le ratio de levier est de 4,58 % au 31 décembre 2018.

Seule l'évolution des masses bilancielle, ainsi que le niveau de fonds propres réglementaires est responsable de l'évolution du ratio de levier.

| Ligne                             | Poste                                                                                                                                                              | Code poste | Montant/Ratio    |
|-----------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|------------------|
| <b>Valeurs exposées au risque</b> |                                                                                                                                                                    |            |                  |
| 010                               | SFT: exposition conformément aux articles 429, paragraphe 5, et 429, paragraphe 8, du CRR                                                                          | 010        |                  |
| 020                               | SFT: Majoration pour risque de crédit de la contrepartie                                                                                                           | 020        |                  |
| 030                               | Dérogation pour SFT: Majoration conformément aux articles 429 ter, paragraphe 4, et 222 du CRR                                                                     | 030        |                  |
| 040                               | Risque de crédit de la contrepartie des SFT pour lesquelles les établissements agissent en qualité d'agent conformément à l'article 429 ter, paragraphe 6, du CRR. | 040        |                  |
| 050                               | (-) Jambe CCP exemptée des expositions pour SFT compensées par le client                                                                                           | 050        |                  |
| 060                               | Dérivés: coût de remplacement courant                                                                                                                              | 060        | 1 780 849.28     |
| 070                               | (-) Marge de variation en espèces éligible reçue compensée avec la valeur de marché du dérivé                                                                      | 070        |                  |
| 080                               | (-) Jambe CCP exemptée des expositions pour transactions compensées par le client (coûts de remplacement)                                                          | 080        |                  |
| 090                               | Dérivés: Majoration lors de l'utilisation de méthode de l'évaluation au prix du marché                                                                             | 090        | 9 614 135.90     |
| 100                               | (-) Jambe CCP exemptée des expositions pour transactions compensées par le client (exposition potentielle future)                                                  | 100        |                  |
| 110                               | Dérogation pour dérivés: méthode de l'exposition initiale                                                                                                          | 110        |                  |
| 120                               | (-) Jambe CCP exemptée des expositions pour transactions compensées par le client (méthode de l'exposition initiale)                                               | 120        |                  |
| 130                               | Montant notionnel plafonné des dérivés de crédit vendus                                                                                                            | 130        |                  |
| 140                               | (-) Dérivés de crédit achetés éligibles compensés avec les dérivés de crédit vendus                                                                                | 140        |                  |
| 150                               | Éléments de hors bilan avec un facteur de conversion de 10 % conformément à l'article 429, paragraphe 10, du CRR                                                   | 150        | 32 000 000.00    |
| 160                               | Éléments de hors bilan avec un facteur de conversion de 20 % conformément à l'article 429, paragraphe 10, du CRR                                                   | 160        | 1 540 489.46     |
| 170                               | Éléments de hors bilan avec un facteur de conversion de 50 % conformément à l'article 429, paragraphe 10, du CRR                                                   | 170        | 55 816 453.42    |
| 180                               | Éléments de hors bilan avec un facteur de conversion de 100 % conformément à l'article 429, paragraphe 10, du CRR                                                  | 180        | 10 149 559.56    |
| 190                               | Autres actifs                                                                                                                                                      | 190        | 5 310 982 842.10 |
| 200                               | Sûretés fournies pour des dérivés                                                                                                                                  | 200        |                  |
| 210                               | (-) Créances sur marge de variation en espèces fournie dans le cadre d'opérations sur dérivés                                                                      | 210        |                  |
| 220                               | (-) Jambe CCP exemptée des expositions pour transactions compensées par le client (marge initiale)                                                                 | 220        |                  |
| 230                               | Ajustements pour comptabilisation des SFT en tant que ventes                                                                                                       | 230        |                  |
| 240                               | (-) Actifs fiduciaires                                                                                                                                             | 240        |                  |
| 250                               | (-) Expositions intragroupe (base individuelle) exemptées conformément à l'article 429, paragraphe 7, du CRR                                                       | 250        |                  |
| 260                               | (-) Expositions exemptées conformément à l'article 429, paragraphe 14, du CRR                                                                                      | 260        |                  |
| 270                               | (-) Montant des actifs déduit — Fonds propres de catégorie 1 — Définition définitive                                                                               | 270        | -84 091 442.00   |
| 280                               | (-) Montant des actifs déduit — Fonds propres de catégorie 1 — Définition transitoire                                                                              | 280        | -84 091 442.00   |
| 290                               | Exposition totale aux fins du ratio de levier — selon définition définitive des fonds propres de catégorie 1                                                       | 290        | 5 337 792 887.72 |
| 300                               | Exposition totale aux fins du ratio de levier — selon définition transitoire des fonds propres de catégorie 1                                                      | 300        | 5 337 792 887.72 |
| <b>Fonds propres</b>              |                                                                                                                                                                    |            |                  |
| 310                               | Fonds propres de catégorie 1 — Définition définitive                                                                                                               | 310        | 244 867 389.19   |
| 320                               | Fonds propres de catégorie 1 — Définition transitoire                                                                                                              | 320        | 244 867 389.19   |
| <b>Ratio de levier</b>            |                                                                                                                                                                    |            |                  |
| 330                               | Ratio de levier — selon définition définitive des fonds propres de catégorie 1                                                                                     | 330        | 4.5874           |
| 340                               | Ratio de levier — selon définition transitoire des fonds propres de catégorie 1                                                                                    | 340        | 4.5874           |

## RISQUE DE TAUX DU PORTEFEUILLE BANCAIRE

## Risques de marché

Le service des risques des marchés produit quotidiennement un tableau de bord des risques de marchés sur des calculs indépendants du front office qui comprend les résultats, le calcul des sensibilités pour les portefeuilles concernés et la confrontation aux limites qui ont été fixées. Des stress scénarios sont aussi simulés sur les différents portefeuilles.

Le contrôle des risques de marché s'assure quotidiennement que les positions de change en fin de journée sont inférieures à la limite fixée par le Comité exécutif. Il effectue tous les jours un reporting de la position de change comptable auprès des services concernés.

De plus, le service des risques de marchés suit en journée le book de trading de change. Il s'assure qu'aucune position ne dépasse la limite de position fixée par le Comité exécutif et s'assure également que le portefeuille n'a plus de position en fin de journée à l'exception des devises qui bénéficient d'une limite over night. Il n'a recensé aucun dépassement sur l'activité de trading intraday sur le change comptant en 2018.

La salle des marchés n'a pas de position sur le marché des actions. Elle n'effectue que de l'intermédiation pour le compte de la clientèle sur ce marché.

## Fixation des limites

Le Comité ALM est informé mensuellement des systèmes de mesures des risques et des résultats, de la fixation des limites et de leur respect. Il est également informé mensuellement de tout événement de nature à modifier le niveau de risques de la Banque

Les limites de marché sont révisées à minima annuellement par le Comité exécutif et plus souvent si nécessaire, et validées par le Conseil d'Administration.

## Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux est suivi au travers de différents gaps de taux, en statique ou en dynamique, et par des calculs de sensibilité de la VAN du bilan et du résultat encadrés par des autorisations de risques spécifiques.

En outre, le Comité ALM suit également périodiquement d'autres stress scénarios de taux sur la VAN du bilan : -100bp, +100bp, +200bp après 2 ans ainsi que deux scénarios de rotation correspondant à un aplatissement et à une pentification de la courbe des taux. Ces 2 scénarios de rotation sont construits sur un point pivot à 2 ans et un mouvement de courbe de 100 bps.

## Risque d'intermédiation

Orange Bank assure un service de réception transmission d'ordres pour le compte de clients dont elle assure par ailleurs la tenue de compte conservation. Ce service ne concerne que des ordres, peu nombreux, négociés sur des marchés réglementés, au comptant pour la grande majorité d'entre eux. La Banque n'offre pas de service de règlement différé.

La connaissance de ses clients, sociétés du Groupe ou particuliers, et le contrôle a priori de l'existence et du maintien d'une couverture suffisante en instruments financiers et en espèces au compte de ces clients, donne à la Banque une très bonne maîtrise du risque de défaillance d'un donneur d'ordres.

La sélection des contreparties et des opérations traitées fait l'objet de procédures formalisées. Toutes les opérations d'intermédiation avec les clients sont imputées sur leur compte dès leur exécution.

## Risque de règlement

Le service pilotage des flux contrôle en temps réel les dénouements auprès des organismes de place sur la base des annonces qui lui sont faites par les services opérationnels (conservation titres, back-office trésorerie, moyens de paiement). La Banque est en mesure d'évaluer à tout moment les ressources titres ou espèces directement mobilisables lui permettant de respecter ses engagements. Elle dispose en effet de titres mobilisables auprès de la Banque de France lui permettant de mettre en place des opérations de pension afin d'assurer la liquidité intra Day, voire over night.

## Risque de liquidité

La politique de gestion du risque de liquidité consiste à faire en sorte que Orange Bank soit à tout moment en mesure d'honorer ses engagements vis à vis de la clientèle, de satisfaire les normes prudentielles, de maintenir au niveau le plus faible le coût de son refinancement et de faire face à d'éventuelles crises de liquidité.

La taille et la nature du bilan de la Banque ainsi que sa structure de ressources provenant de ses différentes clientèles supérieures aux crédits octroyés, l'exposent peu au risque de liquidité. Les principales sources de financement sont donc structurelles : fonds propres, comptes à vue et comptes à régimes spéciaux, participation aux opérations de refinancement moyen long terme de la Banque Centrale Européenne. La Banque dispose en outre d'un gisement de titres éligibles à la Banque Centrale, qui lui permet de se financer à court terme et a également la possibilité de faire appel aux excédents du Groupe.

## INFORMATIONS SUR LES ACTIFS GREVES ET NON GREVES

### Actifs de l'établissement

| Poste                                           | Valeur comptable des actifs grevés |                                           | Juste valeur des actifs grevés  |                  | Valeur comptable des actifs non grevés |                         |                                           |                                 |
|-------------------------------------------------|------------------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------|------------------|----------------------------------------|-------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------|
|                                                 | 10                                 | dont: émis par d'autres entités du groupe | dont: éligibles banque centrale | 040              | dont: éligibles banque centrale        | 060                     | dont: émis par d'autres entités du groupe | dont: éligibles banque centrale |
|                                                 |                                    | 030                                       | 050                             |                  | 070                                    |                         | 080                                       |                                 |
| <b>Actifs de l'établissement déclarant</b>      | <b>1 069 590 800.00</b>            |                                           | <b>1 069 590 800.00</b>         |                  |                                        | <b>4 400 190 340.70</b> |                                           |                                 |
| Prêts à vue                                     |                                    |                                           |                                 |                  |                                        |                         |                                           |                                 |
| Instruments de capitaux propres                 |                                    |                                           |                                 |                  |                                        | 16 751.00               |                                           |                                 |
| Titres de créance                               | 1 069 590 800.00                   |                                           | 1 069 590 800.00                | 1 069 590 800.00 | 1 069 590 800.00                       | 535 409 595.00          |                                           |                                 |
| dont : obligations garanties                    |                                    |                                           |                                 |                  |                                        |                         |                                           |                                 |
| dont : titres adossés à des actifs              |                                    |                                           |                                 |                  |                                        |                         |                                           |                                 |
| dont : émis par des administrations publiques   | 818 528 608.00                     |                                           | 818 528 608.00                  | 818 528 607.74   | 818 528 607.74                         | 11 349 489.00           |                                           |                                 |
| dont : émis par des entreprises financières     | 198 107 453.00                     |                                           | 198 107 453.00                  | 198 107 453.43   | 198 107 453.43                         | 293 975 192.00          |                                           |                                 |
| dont : émis par des entreprises non financières | 52 954 739.00                      |                                           | 52 954 739.00                   | 52 954 738.83    | 52 954 738.83                          | 230 084 914.00          |                                           |                                 |
| Prêts et avances autres que prêts à vue         |                                    |                                           |                                 |                  |                                        | 2 872 376 592.70        |                                           |                                 |
| dont : prêts hypothécaires                      |                                    |                                           |                                 |                  |                                        |                         |                                           |                                 |
| Autres actifs                                   |                                    |                                           |                                 |                  |                                        | 992 387 402.00          |                                           |                                 |

### Suretés reçues par l'établissement déclarant

| Poste                                                                 | Juste valeur des sûretés grevées reçues ou des propres titres de créance grevés émis |                                           |                                 | Non grevé             |                                           |                                 | Valeur nominale des sûretés reçues ou des propres titres de créance émis ne pouvant être grevés |
|-----------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------|---------------------------------|-----------------------|-------------------------------------------|---------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                       | 010                                                                                  | dont: émis par d'autres entités du groupe | dont: éligibles banque centrale | 040                   | dont: émis par d'autres entités du groupe | dont: éligibles banque centrale |                                                                                                 |
|                                                                       |                                                                                      | 020                                       | 030                             |                       | 050                                       | 060                             |                                                                                                 |
| <b>Suretés reçues par l'établissement déclarant</b>                   |                                                                                      |                                           |                                 | <b>835 250 739.00</b> |                                           |                                 |                                                                                                 |
| Prêts à vue                                                           |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| Instruments de capitaux propres                                       |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| Titres de créance                                                     |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| dont : obligations garanties                                          |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| dont : titres adossés à des actifs                                    |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| dont : émis par des administrations publiques                         |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| dont : émis par des entreprises financières                           |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| dont : émis par des entreprises non financières                       |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| Prêts et avances autres que prêts à vue                               |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| Autres sûretés reçues                                                 |                                                                                      |                                           |                                 | 835 250 739.00        |                                           |                                 |                                                                                                 |
| <b>propres titres de créance émis autres que propres</b>              |                                                                                      |                                           |                                 |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |
| <b>TOTAL ACTIFS, SURETES REÇUES ET PROPRES TITRES DE CRÉANCE ÉMIS</b> | <b>1 069 590 800.00</b>                                                              |                                           | <b>1 069 590 800.00</b>         |                       |                                           |                                 |                                                                                                 |

| Poste                                                                            | Passifs correspondants, passifs éventuels ou titres prêtés |                                  | Actifs, sûretés reçues et propres titres de créance émis autres qu'obligations garanties grevées et titres adossés à des actifs grevés |                                  |                                        |
|----------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------|----------------------------------------|
|                                                                                  | 010                                                        | dont: d'autres entités du groupe | 030                                                                                                                                    | dont: sûretés reçues réutilisées | dont: propres titres de créance grevés |
|                                                                                  |                                                            | 020                              |                                                                                                                                        | 040                              | 050                                    |
| Valeur comptable de passifs financiers sélectionnés                              |                                                            |                                  | 1 069 590 800.00                                                                                                                       |                                  |                                        |
| Dérivés                                                                          |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| dont : de gré à gré (OTC)                                                        |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| Dépôts                                                                           |                                                            |                                  | 1 069 590 800.00                                                                                                                       |                                  |                                        |
| Mses en pension                                                                  |                                                            |                                  | 636 450 800.00                                                                                                                         |                                  |                                        |
| dont : banques centrales                                                         |                                                            |                                  | 636 450 800.00                                                                                                                         |                                  |                                        |
| Dépôts garantis autres que mises en pension                                      |                                                            |                                  | 433 140 000.00                                                                                                                         |                                  |                                        |
| dont : banques centrales                                                         |                                                            |                                  | 433 140 000.00                                                                                                                         |                                  |                                        |
| Titres de créance émis                                                           |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| dont : obligations garanties émises                                              |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| dont : titres adossés à des actifs émis                                          |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| <b>Autres sources de charges grevant les actifs</b>                              |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| Valeur nominale des engagements de prêt reçus                                    |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| Valeur nominale des garanties financières reçues                                 |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| Juste valeur des titres empruntés avec des garanties autres que de la trésorerie |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| Autres                                                                           |                                                            |                                  |                                                                                                                                        |                                  |                                        |
| <b>TOTAL SOURCES DES CHARGES GREVANT LES ACTIFS</b>                              |                                                            |                                  | 1 069 590 800.00                                                                                                                       |                                  |                                        |

## LCR

Le LCR est suivi tous les jours par la direction des risques.



| Ligne | ID | Poste                                                                                                                                                | Code poste | Valeur / Pourcentage |
|-------|----|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------|----------------------|
|       |    |                                                                                                                                                      |            | 010                  |
|       |    | <b>CALCULS Numérateur, dénominateur, ratio</b>                                                                                                       |            |                      |
| 010   | 1  | Coussin de liquidité                                                                                                                                 | 010        | 638 976 090.42       |
| 020   | 2  | Sortie nette de trésorerie                                                                                                                           | 020        | 491 188 006.81       |
| 030   | 3  | Ratio de couverture des besoins de liquidité (%)                                                                                                     | 030        | 130.0879             |
|       |    | <b>Calcul du numérateur</b>                                                                                                                          |            |                      |
| 040   | 4  | Coussin de liquidité de niveau 1, hors obligations garanties de qualité extrêmement élevée (valeur établie conformément à l'article 9): non ajusté   | 040        | 525 282 009.58       |
| 050   | 5  | Sorties de trésorerie à 30 jours de niveau 1, à l'exclusion des sûretés constituées d'obligations garanties de qualité extrêmement élevée            | 050        |                      |
| 060   | 6  | Entrées de trésorerie à 30 jours de niveau 1, à l'exclusion des sûretés constituées d'obligations garanties de qualité extrêmement élevée            | 060        |                      |
| 070   | 7  | Sorties en espèces garanties à 30 jours                                                                                                              | 070        |                      |
| 080   | 8  | Entrées en espèces garanties à 30 jours                                                                                                              | 080        |                      |
| 090   | 9  | Montant ajusté de niveau 1 avant application du plafond, à l'exclusion des sûretés constituées d'obligations garanties de qualité extrêmement élevée | 090        | 525 282 009.58       |
| 100   | 10 | Valeur des obligations garanties de qualité extrêmement élevée de niveau 1 établie conformément à l'article 9: non ajustée                           | 100        |                      |
| 110   | 11 | Sorties de trésorerie à 30 jours liées à des sûretés constituées d'obligations garanties de qualité extrêmement élevée de niveau 1                   | 110        |                      |
| 120   | 12 | Entrées de trésorerie à 30 jours liées à des sûretés constituées d'obligations garanties de qualité extrêmement élevée de niveau 1                   | 120        |                      |
| 130   | 13 | Montant ajusté des obligations garanties de qualité extrêmement élevée de niveau 1 avant application du plafond                                      | 130        |                      |
| 140   | 14 | Montant ajusté des obligations garanties de qualité extrêmement élevée de niveau 1 après application du plafond                                      | 140        |                      |
| 150   | 15 | "Montant de l'excédent d'actifs liquides" constitué d'obligations garanties de qualité extrêmement élevée de niveau 1                                | 150        |                      |
| 160   | 16 | Valeur des actifs de niveau 2A établie conformément à l'article 9: non ajustée                                                                       | 160        | 64 418 082.69        |
| 170   | 17 | Sorties de trésorerie à 30 jours liées à des sûretés de niveau 2A                                                                                    | 170        |                      |
| 180   | 18 | Entrées de trésorerie à 30 jours liées à des sûretés de niveau 2A                                                                                    | 180        |                      |
| 190   | 19 | Montant ajusté de niveau 2A avant application du plafond                                                                                             | 190        | 64 418 082.69        |
| 200   | 20 | Montant ajusté de niveau 2A après application du plafond                                                                                             | 200        | 64 418 082.69        |
| 210   | 21 | Montant de l'excédent d'actifs liquides de niveau 2A                                                                                                 | 210        |                      |
| 220   | 22 | Valeur des actifs de niveau 2B établie conformément à l'article 9: non ajustée                                                                       | 220        | 49 275 998.15        |
| 230   | 23 | Sorties de trésorerie à 30 jours liées à des sûretés de niveau 2B                                                                                    | 230        |                      |
| 240   | 24 | Entrées de trésorerie à 30 jours liées à des sûretés de niveau 2B                                                                                    | 240        |                      |
| 250   | 25 | Montant ajusté de niveau 2B avant application du plafond                                                                                             | 250        | 49 275 998.15        |
| 260   | 26 | Montant ajusté de niveau 2B après application du plafond                                                                                             | 260        | 49 275 998.15        |
| 270   | 27 | Montant de l'excédent d'actifs liquides" de niveau 2B                                                                                                | 270        |                      |
| 280   | 28 | Montant de l'excédent d'actifs liquides                                                                                                              | 280        |                      |
| 290   | 29 | Coussin de liquidité                                                                                                                                 | 290        | 638 976 090.42       |
|       |    | <b>Calcul du dénominateur</b>                                                                                                                        |            |                      |
| 300   | 30 | Total des sorties                                                                                                                                    | 300        | 1 545 887 389.88     |
| 310   | 31 | Entrées de trésorerie entièrement exemptées                                                                                                          | 310        | 1 054 699 383.07     |
| 320   | 32 | Entrées de trésorerie soumises au plafond de 90 %                                                                                                    | 320        |                      |
| 330   | 33 | Entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %                                                                                                    | 330        |                      |
| 340   | 34 | Réduction correspondant aux entrées de trésorerie entièrement exemptées                                                                              | 340        | 1 054 699 383.07     |
| 350   | 35 | Réduction correspondant aux entrées de trésorerie soumises au plafond de 90 %                                                                        | 350        |                      |
| 360   | 36 | Réduction correspondant aux entrées de trésorerie soumises au plafond de 75 %                                                                        | 360        |                      |
| 370   | 37 | Sorties nettes de trésorerie                                                                                                                         | 370        | 491 188 006.81       |
|       |    | <b>Pilier 2</b>                                                                                                                                      |            |                      |
| 380   | 38 | Exigence imposée au titre du pilier 2 [article 105 de la directive sur les exigences de fonds propres (CRD)]*                                        | 380        |                      |

## REMUNERATIONS

## Description de la politique de rémunération de l'établissement

La politique de rémunération constitue l'un des éléments de la maîtrise des risques des activités de la banque. Dans cette perspective, elle a notamment pour objet de favoriser de la part des salariés, les comportements en ligne avec les objectifs assignés en termes de maîtrise des risques.

En ce sens, elle vise à faire de la rémunération un levier efficace d'attraction et de fidélisation des salariés contribuant à la performance sur le long terme de l'entreprise, tout en s'assurant d'une gestion appropriée des risques et du respect, par les collaborateurs, de la conformité de ses activités.

Elle est également conforme aux principes et orientations donnés par la direction des ressources humaines du groupe Orange. Ces principes, applicables à l'ensemble des entreprises du périmètre consolidé du groupe Orange, sont adaptés aux spécificités d'Orange Bank et contrôlés par le comité des rémunérations.

D'une manière générale, la politique de rémunération de la banque s'articule autour des principes suivants :

- une approche globale de la rémunération prenant en compte les résultats et performances de la banque ainsi que le contexte économique, social et concurrentiel ;
- la reconnaissance des performances individuelles et collectives, appréciées sur la base d'objectifs intégrant des critères financiers ou non financiers ;
- le maintien du respect de l'égalité hommes / femmes dans les salaires, en fonction de la classification ;
- le respect des exigences réglementaires et des pratiques de marchés ;

En tout état de cause, la composante variable n'excèdera pas 100% de la composante fixe de la rémunération totale.

Au sein d'Orange Bank, la rémunération globale se compose des éléments suivants :

- une rémunération fixe qui rémunère les compétences et expertises attendues dans l'exercice d'un poste ou d'une fonction ;
- - une prime individuelle fondée sur l'atteinte d'objectifs fixés aux collaborateurs, chacun dans leur domaine de compétences. Elle ne peut être considérée comme un avantage acquis ;
- - ou une rémunération individuelle variable en fonction de la performance individuelle et collective, et tenant compte d'éléments quantitatifs et qualitatifs définis contractuellement chaque année. La part variable liée aux performances collective de l'entreprise dépend de critères, choisis d'un commun accord entre la direction générale de la banque et la direction générale de Mobile Finance, puis validés par le comité des rémunérations.
- - une rémunération variable collective qui se traduit par différents accords ou décisions ayant pour objectif d'associer les collaborateurs aux résultats et performances économiques d'Orange Bank et du groupe Orange. Elle doit renforcer la solidarité entre tous les
- collaborateurs qui contribuent tous à l'atteinte des objectifs fixés dans le plan de mise en oeuvre de la banque.

La rémunération est complétée par certains dispositifs d'avantages sociaux (accords sur le régime de prévoyance, sur les régimes de retraite surcomplémentaire, sur l'aménagement et l'organisation du temps de travail,...).

Au titre des avantages en nature, les dirigeants effectifs et les membres du comité exécutif peuvent bénéficier d'un véhicule de fonction.

### **Critères utilisés en ce qui concerne la rémunération et la performance**

Le travail réalisé, les compétences, l'implication dans les tâches confiées et le niveau de responsabilité sont rémunérés par un salaire fixe dont le montant est en adéquation avec l'expérience acquise par les salariés et les pratiques observées pour chaque métier sur le marché.

À cet effet, une grille de rémunération par niveau de classification a été élaborée et s'applique à l'ensemble des collaborateurs de la banque titulaires d'un contrat CDI ou CDD.

Chaque année, une négociation obligatoire avec les organisations syndicales peut aboutir à une mesure collective pour tout ou partie des collaborateurs de la banque.

Lors de la campagne annuelle de Révision de Situation Individuelle (RSI), les rémunérations fixes sont étudiées afin d'assurer une adéquation entre le niveau de rémunération, d'une part, les responsabilités, l'engagement professionnel et les performances des collaborateurs, d'autre part.

Les révisions de situations individuelles sont proposées par les managers, puis validées par les membres du comité de direction et la direction des ressources humaines. La performance évaluée tout au long de l'exercice est formalisée dans le cadre des Entretiens Annuels d'Évaluation (EAE).

Lors de la campagne annuelle de révision de situation individuelle (RSI), il peut être envisagé d'allouer une prime individuelle aux collaborateurs, liée notamment à l'atteinte des objectifs qualitatifs et comportementaux définis en début d'année lors des entretiens annuels d'évaluation (EAE). La prime individuelle a pour objectif de reconnaître l'implication professionnelle des collaborateurs et récompenser la performance et l'atteinte des objectifs annuels ainsi que la participation à un projet.

L'appréciation du comportement professionnel de chacun au regard du respect des valeurs, de la déontologie, de l'esprit d'équipe et des procédures de la banque et du groupe, de la contribution à la maîtrise des risques, notamment le risque opérationnel, entrent également explicitement dans ce cadre.

Les primes sont, en principe, comprises dans des fourchettes fixées par niveau de classification (en montant et en pourcentage par rapport à la rémunération annuelle moyenne).

Elles sont proposées par les managers, puis validées par les dirigeants effectifs et la direction des ressources humaines.

Le niveau des rémunérations, toutes rémunérations variables et primes confondues, reste à un niveau modéré. Dans l'ensemble de la banque, le montant total des rémunérations variables et primes qui sera versé au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2017 s'élève ainsi à 2.884.000 euros pour 730 collaborateurs en CDI. Ce montant représente 3,06% du PNB (exprimé selon la norme IFRS avant rémunération des réseaux et avantages clients).

### **Modalités de prise en compte de l'ensemble des risques dans la détermination de l'assiette de rémunération variable individuelle (hors population régulée)**

La rémunération variable individuelle vise à reconnaître la performance individuelle et collective, dépendant d'objectifs définis en début d'année en fonction du contexte, des résultats mais aussi des comportements pour atteindre ces objectifs selon un référentiel prédéterminé.

Elle est calculée à partir de critères objectifs, qualitatifs et quantitatifs, dont certains peuvent être liés à une prise de risque limitée. Les critères retenus sont adaptés et donc différenciés en fonction du service de la banque dans lequel travaille le collaborateur.

La rémunération variable individuelle ne doit pas mettre les collaborateurs en situation de conflit d'intérêts au regard du devoir d'information et de conseil vis-à-vis des clients. Elle doit également respecter la réglementation relative au crédit disposant qu'un commercial ne peut « en aucun cas être rémunéré en fonction du taux du crédit ou du type de crédit qu'il a fait contracter ».

Les modalités de détermination de la rémunération variable à la banque n'incitent que de façon modérée à la prise de risque dans la mesure où :

- seuls les collaborateurs de la gestion privée, des centres de relations clientèle, et du pôle expertise financière, ont bénéficié en 2018 d'une partie de leur rémunération variable individuelle fondée sur des critères de production, 296 collaborateurs sur un effectif en CDI de 1018 personnes sont concernés par ce type de rémunération ;
- les risques pris, essentiellement des risques de crédit sont encadrés par des systèmes de limites stricts et de délégations revues périodiquement et empêchant de facto toute prise de risque excessive.

Les rémunérations variables des collaborateurs cités ci-dessus représentent un faible montant du PNB de la banque (exprimé selon norme IFRS avant rémunération des réseaux et avantages clients), soit 0.30% au titre de 2018.

### **Description de la politique de rémunération des personnels des unités chargées de la validation et de la vérification des opérations**

La fonction de vérification de la conformité est assurée par le responsable de la conformité pour les services d'investissement (RCSI). Il est consulté par la direction générale pour la définition et la mise en œuvre de la politique de rémunération de la population régulée.

Le comité des rémunérations s'assure auprès de la direction générale que cette concertation a bien lieu et que l'avis du RCSI est pris en compte.

La rémunération des collaborateurs du contrôle des risques et de la conformité et, plus généralement, des collaborateurs des unités chargées de la validation des opérations est fixée indépendamment de celle des métiers dont ils valident ou vérifient les opérations, et à un niveau suffisant pour disposer de personnels qualifiés et expérimentés.

Elle tient compte de la réalisation des objectifs associés à la fonction et doit être, à qualification, compétences et responsabilités équivalentes, à un niveau approprié par rapport aux professionnels dont ils contrôlent l'activité. Leur rémunération prend également en compte les performances globales de l'entreprise.

Le système de rémunération des collaborateurs du contrôle des risques et de la conformité est fondé sur des objectifs propres, et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée.

### **Informations relatives aux rémunérations des membres de l'organe exécutif et des personnes dont les activités professionnelles ont une incidence significative sur le profil de risque de l'entreprise**

#### **Périmètre des collaborateurs régulés au titre de l'exercice 2017**

L'identification de la population régulée repose sur les principes posés par la Directive 2013/36/EU dite "CRD IV" et l'arrêté du 3 novembre 2014, et est réalisée en s'appuyant sur les critères déterminés par l'Autorité Bancaire Européenne (ABE) dans ses standards techniques publiés le 16 décembre 2013 et approuvés par la Commission européenne dans le Règlement délégué 604/2014 du 4 mars 2014.

Les critères d'identification reposent sur :

- des critères qualitatifs et quantitatifs<sup>1</sup> liés à la fonction exercée, au niveau de responsabilité et ainsi qu'à leur capacité à engager significativement la banque en termes de risques ;

- des critères d'impact sur les risques mesurés par des limites en risque de crédit et en risque de marché à l'intérieur des seuils fixés par l'EBA ;
- un niveau de rémunération globale fixe et variable.

Au regard du contexte exposé ci-dessus, la population régulée est constituée :

- des trois dirigeants effectifs, dans leur fonction exécutive ;
- des membres du conseil d'administration d'Orange Bank dans leur fonction de surveillance ;
- des membres du comité de direction, à savoir :
  - le directeur Marketing, Communication et Expérience client;
  - le directeur Ressources Humaines et Environnement de travail ;
  - le directeur Process et Systèmes d'information.
- des preneurs de risques, à savoir :
  - le directeur du département de la trésorerie et des marchés de capitaux. Son activité de mise en œuvre de la politique de gestion et de pilotage (allocation d'actif, choix des valeurs, détermination du timing d'investissement) ainsi que de contrôle hiérarchique des actes des opérateurs de la salle des marchés peut conduire à une prise de risque excessive afin de dépasser les objectifs de gestion, quand bien même les opérateurs agissent dans le cadre d'autorisations bien définies. ;
  - les opérateurs du front office de la trésorerie et des marchés de capitaux. Leur activité de gestion (allocation d'actif, choix des valeurs, détermination du timing d'investissement) peut conduire à une prise de risque excessive pour dépasser les objectifs de gestion, quand bien même ils agiraient dans le cadre d'autorisations bien définies.
- des fonctions de contrôles, à savoir :
  - le secrétaire général désigné auprès de l'ACPR en qualité de responsable de la fonction de gestion des risques et de responsable chargé de veiller à la cohérence et à l'efficacité du contrôle des risques de non-conformité ;
  - le directeur de l'inspection désigné auprès de l'ACPR en qualité de responsable du contrôle périodique ;
- des salariés dont la rémunération annuelle dépasse les niveaux fixés par l'EBA et qui ne seraient pas déjà identifiés précédemment.

Le comité des rémunérations a examiné chacune des rémunérations individuelles de la population régulée telle que défini ci-dessus. Cet examen est formalisé via le procès-verbal de ce comité des rémunérations.

## **Mesure de la performance et assiette de la rémunération variable**

Les allocations individuelles de parts variables de la population régulée sont corrélées à une évaluation individuelle formalisée qui prend en compte la réalisation d'objectifs quantitatifs, qualitatifs et managériaux le cas échéant. Il n'existe donc pas de lien direct et automatique entre le niveau des résultats financiers des collaborateurs concernés ou identifiés et leur niveau de rémunération variable, dans la mesure où cette population est évaluée sur ses résultats, ceux de son activité et la manière dont ceux-ci ont été atteints.

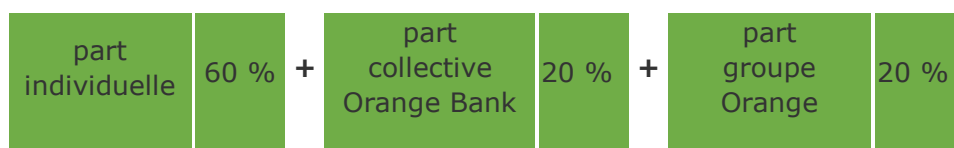
Les objectifs qualitatifs sont individualisés, liés à l'activité professionnelle et au niveau hiérarchique du poste. Ils sont précisément identifiables et observables au travers d'indicateurs connus des collaborateurs, et recensés dans un référentiel commun à l'ensemble des collaborateurs de la banque.

### **Pour les dirigeants effectifs et les membres du comité exécutif**

Les principes et modalités du dispositif de rémunération variable applicables aux dirigeants effectifs et aux membres du comité exécutif sont arrêtés par le comité des rémunérations. Afin de favoriser la cohésion et la solidarité dans l'atteinte d'objectifs communs, les principes et modalités du dispositif de rémunération variable applicables aux dirigeants effectifs et aux

membres du comité exécutif d'Orange Bank intègre des critères collectifs de performance du groupe Orange et d'Orange Bank et des critères individuels.

La rémunération variable est ainsi calculée en fonction d'indicateurs de performance du groupe, de l'entreprise, et d'objectifs individuels avec la structure ci-après :



#### **Part variable liée aux performances du groupe**

La part variable liée aux performances du groupe traduit l'appartenance au groupe Orange et la réussite solidaire de toutes les entreprises du périmètre Orange France. Elle représente 20% de la rémunération variable globale.

#### **Part variable liée aux performances d'Orange Bank**

La part variable liée aux performances de l'entreprise dépend de critères, choisis d'un commun accord entre la direction générale de la banque et la direction générale de CXMB, puis validés par le comité des rémunérations. Elle représente 20% de la rémunération variable globale.

#### **Part variable liée à la performance individuelle**

La part variable liée à la performance individuelle dépend des objectifs quantitatifs et qualitatifs fixés lors de l'entretien annuel d'évaluation. Elle représente 60% de la rémunération variable globale.

L'évaluation de la performance individuelle de chacun des collaborateurs permet, à l'aide d'une matrice, l'attribution de la part variable liée à la performance individuelle.

Les rémunérations variables des dirigeants effectifs et des membres du comité de direction soit 6 collaborateurs, représentent un faible montant du PNB de la banque (exprimé selon la norme IFRS avant rémunération des réseaux et avantages clients), soit 0.27% au titre de 2018, étant précisé que le Directeur Général d'Orange Bank exerce son mandat à titre gratuit.

#### **Pour les membres du conseil d'administration dans leur fonction de surveillance**

L'assemblée générale du 4 octobre 2016, délibérant à titre ordinaire, a décidé de fixer à soixante-quinze mille (75.000) euros le montant plafond des jetons de présence alloués aux membres du Conseil d'administration pour l'exercice en cours et chacun des exercices ultérieurs, et ce jusqu'à nouvelle décision de l'assemblée générale.

Les principes suivants, arrêtés lors du comité des rémunérations du 30 novembre 2016, n'ont fait l'objet d'aucune évolution au titre de l'exercice 2017 :

- administrateurs désignés sur proposition d'Orange Participations ou sur proposition de Holding Groupama : aucune rémunération ;
- administrateurs indépendants : 10.000 euros par an et par administrateur, auxquels s'ajoutent 1.500 euros par présence à une réunion du Conseil d'administration ou d'un Comité spécialisé, dans la limite de l'enveloppe globale de 75.000 euros, pour l'exercice en cours et chacun des exercices ultérieurs, et ce jusqu'à nouvelle décision de l'assemblée générale.

Les indemnités perçues, au titre de l'exercice 2018, par les deux administratrices indépendantes s'élèvent à 67 000 euros.

### **Pour les fonctions de contrôles (au titre de la population régulée)**

Pour mémoire, le périmètre de la population régulée au titre des fonctions de contrôles est composé :

- du directeur de l'inspection ;
- du secrétaire général désigné auprès de l'ACPR en qualité de responsable de la fonction de gestion des risques et de responsable chargé de veiller à la cohérence et à l'efficacité du contrôle des risques de non-conformité,

Le système de rémunération des collaborateurs des fonctions de contrôle est fondé sur des objectifs propres et en aucun cas directement sur les performances des professionnels contrôlés ou sur les profits de l'activité contrôlée.

L'enveloppe de rémunération allouée à cette population, au titre de l'exercice 2018, ne représente que 1.46% % des rémunérations variables, primes individuelles comprises.

### **. Pour les preneurs de risques**

L'attribution annuelle des éléments de rémunération variable des collaborateurs du département de la trésorerie est contractuelle et définie ex ante. Elle est validée préalablement par la fonction de RCSI de la banque.

Les critères retenus s'appuient sur des indicateurs quantitatifs et des éléments factuels, dont la nature est définie en début d'année lors du lancement du processus de rémunération variable.

Les enveloppes de rémunérations reflètent le profit net des opérations après prise en compte de tous les coûts (incluant le coût des risques, de la liquidité et de la rémunération des fonds propres), et ne tenant pas compte du solde des plus ou moins-values latentes, si celui-ci est positif, pour les portefeuilles évalués en valeur de marché.

L'attribution individuelle est effectuée par décision du management sur la base :

- des performances de l'équipe et des performances individuelles des collaborateurs concernés. Les performances sont mesurées en fonction du niveau de résultat et du niveau de risque associé ;
- des encours définis au budget et des autorisations et limites définies par le comité des crédits ;
- d'objectifs qualitatifs en lien avec l'activité ;
- du niveau de séniorité du collaborateur.

La rémunération variable des collaborateurs du département de la trésorerie, hors le responsable de l'équipe, est plafonnée au salaire de base annuel brut. Le calcul de la rémunération variable intègre notamment un facteur de réduction en cas de défaillance d'une contrepartie

La rémunération variable, appliqué au responsable du département de la trésorerie et des marchés de capitaux (DTMC) se décompose en une partie qualitative et une partie quantitative. Cette partie représente au maximum 15% du salaire brut annuel, elle est fonction de l'atteinte des objectifs énoncés dans l'Entretien Annuelle d'Evaluation. Par ailleurs, la rémunération variable est plafonnée au salaire de base annuel brut.

### **Pour les salariés dont la rémunération annuelle dépasse les niveaux fixés par l'EBA et qui ne seraient pas identifiés par les critères précédents**

Aucun collaborateur de la banque qui n'aurait pas été identifié précédemment, n'a perçu au titre de l'exercice 2018, une rémunération totale supérieure à 500.000 euros ou une rémunération variable supérieure à sa rémunération fixe.

Les deux dirigeants effectifs et l'ancien directeur général représentent les 0,3 % des collaborateurs auxquels la rémunération la plus élevée a été accordée. Ils ont été identifiés précédemment.

Huit collaborateurs non identifiés précédemment ont reçu une rémunération égale ou supérieure à la plus faible rémunération totale accordée à un membre du comité de direction en équivalent temps plein :

- ces huit collaborateurs sont identifiés en référence aux critères quantitatifs définis par les dispositions réglementaires, mais non régulés au regard du profil de risque de la banque. Le montant global des primes individuelles attribuées à ces collaborateurs en 2018 s'élève à 150.500 euros.

### **Application de la condition de performance**

L'attribution de la rémunération variable est subordonnée au respect de conditions qui sont fonction de critères liés aux résultats de l'entreprise, de l'activité et de critères individuels ainsi qu'à une condition de présence. Ces conditions sont définies de manière précise et explicite lors de l'attribution de cette rémunération.

### **Montants globaux et forme des rémunérations variables, répartis entre paiements en espèces, en actions et titres adossés à des actions, et autres**

Les rémunérations variables versées à la population régulée ont été versées uniquement en numéraire par virement bancaire.

### **Montants globaux des rémunérations différées**

Aucune rémunération différée n'a été prévue sur l'exercice 2018.

### **Politique en matière de rémunérations garanties et indemnités de licenciement et le nombre de bénéficiaires**

L'attribution d'une rémunération variable garantie est strictement limitée aux cas d'embauche et pour une durée ne pouvant excéder un an.

L'indemnité de licenciement allouée au collaborateur à la suite de son licenciement (à l'exception du licenciement pour faute grave et pour faute lourde) sera la plus avantageuse des deux entre l'indemnité légale et celle conventionnelle.

Une collaboratrice appartenant à la population régulée a bénéficié d'un protocole d'accord transactionnel. A ce titre, cette collaboratrice a perçu, en 2018 :

- une indemnité conventionnelle de licenciement de 6.923 euros,
- une indemnité transactionnelle brute de 71.500 euros.

Aucune rémunération variable n'a été garantie au titre de 2018.



### **Garanties d'indemnités de licenciement accordées au cours de l'exercice, le nombre de bénéficiaires et la somme la plus élevée accordée à ce titre à un seul bénéficiaire.**

Aucun collaborateur n'a bénéficié d'indemnités de licenciement garanties au titre de l'exercice 2018.

### **Modalités de vérification de l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques**

Le comité des rémunérations vérifie annuellement l'adéquation entre la politique de rémunération et les objectifs de maîtrise des risques.

Dans ce contexte, il vérifie, notamment sur le rapport qui lui est fait, que la politique de rémunération est établie dans le respect de la réglementation, et notamment de la Directive européenne 2013/36/UE du 26 juin 2013 dite CRDIV et de sa transposition en France via l'Ordonnance n°2014-158 du 20 février 2014, pour les personnes ayant une incidence significative sur le profil de risque de la banque et cohérente avec les normes professionnelles :

- il veille à ce que le montant total des rémunérations variables n'entrave pas la capacité de la banque à renforcer ses fonds propres ;
- il s'assure que le montant de l'enveloppe consacrée à la rémunération variable ainsi que sa répartition soient déterminés en tenant compte de l'ensemble des risques, y compris du risque de liquidité inhérent aux activités concernées, ainsi que du capital nécessaire eu égard aux risques encourus.

En outre, la correcte application des modalités de calcul de la rémunération variable est contrôlée pour cet exercice par le RCSI de la banque.

### **Modalités de publication des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération.**

La publication des informations relatives à la politique et aux pratiques de rémunération se fait par le biais de l'outil intranet du groupe et par la mise à disposition des différents documents (accords relatifs à la politique de rémunération, guides des entretiens annuels d'évaluation).